

Le POPULAIRE proteste contre le procès de Moscou.

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

CONTRE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

## L'UNION SACRÉE EST FAITE !

La Chambre a approuvé, samedi, par 439 voix contre 2, la politique extérieure du gouvernement. Ce vote, la démission d'Eden, les éléments connus des conversations anglo-italiennes constituent un ensemble grave de faits, l'indication d'un pas de plus fait par le capitalisme dans la voie d'un étranglement de la révolution espagnole.

La reconnaissance de la belligérance, accordée aux fascistes ibériques en échange d'un retrait — théorique — d'infimes forces militaires, leur permettrait de réaliser un blocus presque absolu des côtes républicaines, d'interdire toutes leurs communications maritimes avec l'étranger. Ceci, joint à la fermeture de la frontière des Pyrénées, au maintien d'un trafic libre entre le Portugal et l'Espagne, assurerait la défaite des armées républicaines et ses redoutables conséquences pour le prolétariat ibérique.

Quelle que soit l'attitude finale du gouvernement anglais vis-à-vis de ces revendications, le seul fait d'une discussion sur de telles bases annonce une aggravation dangereuse des conditions dans lesquelles se débattaient nos camarades d'ouïre-Pyrénées.

Or, l'amitié britannique demeure « la pierre angulaire » de notre politique, déclare Chautemps lors de son intervention à la Chambre : « notre entente avec l'Angleterre reste entière ». Et le président du Conseil n'oublia point d'ajouter : « La France, qui garde à l'Italie une sympathie traditionnelle et ancienne, désire renouer avec elle des rapports amicaux qui sont dans la nature des choses ». De semblables phrases donnent une indication non négligeable sur la position actuelle du gouvernement français quant aux affaires d'Espagne.

Le chemin suivi par l'Angleterre, entraînant la France à sa suite, ne signifie nullement une atténuation des risques de guerre en Europe. L'Angleterre y recherche, d'une part, un moyen de gagner du temps, d'autre part, d'augmenter ses armements, et d'abord ainsi le prochain

conflit avec plus de chances de succès, d'autre part, et surtout la possibilité de supprimer en Espagne toute collectivisation. La formation, aux frontières de la France, d'un troisième Etat fasciste ne diminuerait en rien le danger de guerre, bien au contraire.

Les positions du bloc italo-allemand, ses possibilités seraient, du point de vue militaire, notablement améliorées. Ces avantages seraient accrus encore par le maintien de l'occupation italienne des Baléares qui figure parmi les demandes de l'Italie.

Les nations totalitaires, dès le moment où leurs chances de victoire dans un conflit deviendraient indiscutables, n'hésiteraient pas longtemps à déclencher ce dernier.

La politique d'Eden, en ce qui concerne les événements d'Espagne, politique appuyée jus-

qu'ici par le gouvernement français, n'était certes point, elle non plus, une politique de paix ; elle pouvait amener l'exacerbation des oppositions entre les Etats dits démocratiques et les puissances fascistes, oppositions qui portent en elle un germe de guerre.

La modification d'attitude de l'Angleterre, acceptée, ou plus exactement subie par le gouvernement français qui ne veut à aucun prix affaiblir l'union des deux Etats devant la menace italo-allemande, change les conditions dans lesquelles se prépare un conflit général, c'est tout !

Ce qui demeure, ce qui domine de haut pour nous toute l'évolution de la politique européenne, c'est l'entente, c'est l'union des pays capitalistes, quel que soit leur régime, pour l'écrasement de la Révolution sociale en Espagne !

lib

## La peur de la guerre ne doit pas nous faire oublier la lutte antifasciste

Depuis plus de trois ans, et surtout depuis la fameuse déclaration de Staline, nous n'avons cessé, au *Libertaire*, d'alerter le prolétariat contre les dangers de guerre. Nos déclarations n'ont jamais été à l'équilibre, nous nous sommes affirmés contre toute guerre, quel qu'en soit le prétexte. La motion votée à notre dernier Congrès en fait foi, et malgré ce que certains veulent insinuer, nous sommes et restons toujours d'irréductibles adversaires de la guerre, mais cela ne nous empêche pas de nous étonner des positions prises par certains pacifistes.

La paix à tout prix, entendons-nous répé-

ter constamment, même au prix de toutes les concessions, eh bien ! non, cette thèse n'est pas notre thèse, ce qui ne veut pas dire qu'en certains cas nous accepterions la guerre entre les Etats.

Nous sommes, avant tout, des ouvriers révolutionnaires, et c'est pourquoi nous n'accepterons jamais la guerre ; mais si nous sommes contre les guerres impérialistes, nous sommes pour la guerre civile, et c'est pourquoi nous ne ferons jamais nous la formule : « Mieux vaut faire un fasciste qu'un mort ».

Mieux vaut faire un fasciste qu'un mort ; mais alors, c'est la social-démocratie allemande qui avait raison en capitulant devant Hitler, et nos camarades de la C.N.T. qui avaient tort en se dressant les armes à la main contre Franco. C'est la condamnation de l'insurrection révolutionnaire, car pour ceux qui tomberont en poussant la logique jusqu'au bout, il vaudrait mieux être vivant en régime capitaliste qu'être mort en régime libertaire. C'est l'acheminement vers toutes les capitulations.

Le côté tragique de la situation présente réside dans le fait que le capitalisme international montre, comme toujours, un esprit de classe farouche, alors que le prolétariat ou plus exactement les partis qui veulent parler en son nom abdiquent toute conception de classe.

Hitler a parlé ; il a, selon son habitude, affirmé fortement ses revendications. Conséquence, Chamberlain se sépare de son ministre des Affaires étrangères Eden. Immédiatement cris, protestations ou approbations dans le clan bourgeois comme dans le clan ouvrier. Certains pacifistes voient même dans la politique de Chamberlain le moindre mal. En engageant des conversations avec Mussolini et Hitler, il éloignerait l'échéance fatale.

En réalité Chamberlain fait la politique de la City. Pour nous, ces divergences politiques n'ont qu'une importance secondaire, puisqu'en fait elles conduisent à une vitesse plus ou moins rapide au même but : le massacre collectif.

On peut même dire que la bourgeoisie apparaît stupide, lorsqu'elle semble sacrifier son intérêt national au profit de son intérêt de classe ; en réalité, elle a raison. Elle donne même une grande leçon au prolétariat.

Toute la presse de gauche s'est réjouie du vote d'unanimité qui a clôturé le débat sur la politique étrangère au Palais-Bourbon. Tous les partis dits ouvriers, demandant que l'union de tous les Français se réalise pour lutter contre le péril extérieur. N'est-ce pas risible de voir ces partis qui osent encore se réclamer d'internationalisme mener une telle politique. Le plus risible encore est de voir la bourgeoisie se montrer récalcitrante et se refuser à la grande union sacrée.

Elle le fait en connaissance de cause. La politique extérieure pèse terriblement sur la politique intérieure, elle est cause de beaucoup de capitulations du Front populaire. Pour ne pas donner au monde l'as-

## Le gouvernement Chautemps au service des dictatures

Par ordre du ministère de l'Intérieur une réunion organisée par l'Union Anarchiste a été supprimée. Cette interdiction fait suite aux poursuites engagées contre notre mouvement et ses militants. Elle n'est que la continuation logique de la répression du gouvernement contre nous. Douteux est en prison. Notre gérant est poursuivi. Et pour conclure une réunion où devaient parler Paterni et Trémont à Saint-Ouen sur : Pourquoi nous ne tondrions jamais la main aux catholiques, est interdite.

Sont-ce des gages ou une contre-partie données aux stalinistes soumis à la politique extérieure de l'U. R. S. S. ?

Est-ce l'accord franco-russe militaire qui a joué par le truchement de la rue Lafayette ?

Quoi qu'il en soit nous continuerons à faire ce que nous considérons comme une œuvre de salubrité prolétarienne :

Dénoncer LA MAIN TENDUE comme préface à la préparation psychologique des masses à l'union sacrée, à la guerre.

Malgré les foyers du mouvement ouvrier, nous continuerons sans relâche.

Nous savons que cette interdiction est liée étroitement à l'interdiction du meeting Thaelmann.

Coup double pour le gouvernement, il contente les stalinistes et les tenants de la politique extérieure française.

Car il donne des gages au P. C. et à Hitler, permettant ainsi une équivoque dont il est le seul bénéficiaire.

Bien sûr. Mais la répression stalinienne ne s'exerce pas seulement à Moscou...

## A bas l'amateurisme

Il n'est pas une organisation, prolétarienne ou bourgeoise, qui n'ait consacré une grosse somme de ses efforts à la formation de militants.

Pour tous les partis, le besoin d'avoir des propagandistes avertis et munis d'un « bagage » solide s'est manifesté impérieusement.

L'exemple du parti communiste envoyant en Russie ses membres les plus actifs et les plus intelligents prendre pendant plusieurs années des cours à l'Institut « Marx-Lénine », les efforts de la S.F.I.O. pour attirer ses militants à l'« Ecole socialiste » et d'autre part le tapage fait par les « Républicains nationaux » autour de leurs cours d'orateurs sont autant de manifestations de cette nécessité.

Ne nous attardons pas à discuter de la valeur des organismes cités, de la qualité de l'éducation qui y est donnée. Préoccupons-nous plutôt de savoir si ce qui est indispensable aux autres partis l'est également pour nous.

Le problème ainsi posé est net : L'Union Anarchiste souffre-t-elle du manque de militants ? Si oui, quelles sont les possibilités de remédier au plus tôt à cet état de fait ? Il n'est hélas que trop facile de répondre à la première question. Oui, l'Union Anarchiste manque de militants. Ce n'est pas rendre un mauvais service à l'organisation que de dire à tous ses membres qu'elle pourrait faire beaucoup plus si tous apportaient dans le combat l'ardeur suivie qu'apportent quelques-uns. Ce n'est pas non plus être pessimiste et je n'ai, pour ma part, aucune envie de l'être au moment où l'Union Anarchiste est en progression continue.

Je constate simplement que cette progression pourrait être plus accélérée à la faveur d'une propagande plus intense.

Si chacun est convaincu de cette vérité élémentaire et sent bien toute l'importance de ce problème, il n'est plus difficile de régler la seconde question.

Nous pouvons, en effet, remédier très rapidement à un état de fait dont nous ne sommes pas les premiers à souffrir.

Surtout n'allons pas, dans les œuvres des théoriciens et des philosophes, chercher la solution au problème qui nous préoccupe. Cette solution est en nous. Elle ne dépend que de la volonté de tous les membres de l'organisation.

L'insuffisance de propagandistes fait que ce sont les mêmes camarades qui, continuellement, sont sollicités par les groupes, par les fédérations, par les sections d'usines, pour faire le travail de l'organisation.

Prenez, par exemple, la propagande orale, la plus importante, la plus urgente et celle qui demande au militant la plus grande activité.

(Lire la suite page 2.) RINGEAS.

## Ratification

Nous sommes anarchistes. Nous défendons donc l'organisation d'une société dans laquelle les forces économiques, les activités utiles, de culture, d'hygiène, de plaisirs se conduiraient par elles-mêmes, constitueraient leurs organisations, les uniraient autant qu'il serait nécessaire, établiraient, comme il fut toujours, leur discipline interne, et embrassant par leur coordination tous les besoins sociaux, les satisfieraient le mieux possible.

L'anarchisme, d'après ses sociologues, les plus éminents, n'a jamais été autre chose. La dissolution des unités sociales était sa négation. Mais l'organisation de ces unités par voie gouvernementale, par voie d'Etat, est aussi sa négation la plus absolue.

Nous poursuivons, en France et dans le monde, notre œuvre révolutionnaire. Nous nous efforçons de faire comprendre aux hommes que les organismes autoritaires, que l'Etat bourgeois ou prolétarien ne sont qu'oppression des masses, corruption et exploitation. Cela est l'essence même de nos idées. Nous ne sommes pas des dilettantes de la sociologie, nos idées ne reposent pas sur des fantaisies passagères. Elles s'appuient sur l'expérience des siècles, car toutes les philosophies qui, à travers l'histoire, les ont fondées, et tous les savants qui les ont cristallisées, ne faisaient que résumer en formules théoriques des constatations de faits.

Quand Lao-Tsé écrivait, cinq siècles avant notre ère : « Plus il y aura de lois et d'ordres, plus il y aura de voleurs et de bandits », quand il demandait aux hommes d'Etat de ne rien faire, parce qu'alors le peuple trouve son chemin tout seul, il ne faisait pas de philosophie abstraite. Il résumait les enseignements concrets de son expérience. Ce sont ces enseignements que les Proudhon, les Reclus, les Bakounine et d'autres ont, avec une expérience beaucoup plus riche, repris et semés.

L'anarchisme est un bloc d'investigations et de pensées profondes. On ne peut rejeter ses conclusions, les méconnaître, sans démontrer qu'on méconnaît l'anarchisme lui-même. En tout cas, on ne peut s'affirmer anarchiste qu'en concevant la révolution sous sa forme antitétatiste, qu'en luttant pour réaliser, en tout ou en partie, mais toujours en marge du gouvernement, contre cette conception.

Telle doit être notre tâche si nous ne sommes pas inconsciemment des êtres sans fond et sans volonté. Il faut nous préparer, par l'étude et par la propagande, à faire gagner les masses. Il faut penser à toutes les forces antigouvernementales qui existent dans la société, et qui peuvent nous comprendre. Il faut examiner le moyen d'élargir, pour une révolution, le front de la liberté. Il faut savoir comment nous entendons faire cette révolution pour ne pas être submergés par les faits, ni entraînés sur des chemins opposés aux nôtres.

Et ce travail est urgent. Il n'y en a pas d'autre, il n'y a pas d'autre vérité que celle que nous avons toujours proclamée.

L'histoire, la chronique et l'analyse des faits nous montrent que c'est pure illusion que d'espérer conquérir le gouvernement et l'Etat au profit du peuple. Elles nous montrent l'ineptie de la métaphysique marxiste selon laquelle l'Etat ne crée pas de privilèges. Voilà, pour qui en douterait, l'Etat russe. Voyez les castes, les classes qui ont surgi, créant les pires oppressions, les pires despotismes, la pire exploitation. Les anarchistes l'avaient toujours dit. Bakounine avait annoncé lumineusement, et trait pour trait, ce qui s'est produit plus tard. Nous avons toujours proclamé que l'homme est conquis par le Pouvoir, qu'il ne le conquiert pas.

MAX STEPHEN.

(Lire la suite page 3.)

## La paix dépend des travailleurs

Le gouvernement a donc agi sagement en renforçant encore la Défense Nationale. P. Thierry (Tribune des Fonctionnaires)

Nous exprimons, en épigraphe, le sentiment d'un organe syndicaliste. Mais nous pourrions multiplier les citations de journaux du Front Populaire. Elles sont, hélas ! toutes concordantes et, depuis le fameux discours de Rivet, elles expriment, en toute impudeur, l'opinion des dirigeants actuels du prolétariat français. Si effrayante que puisse être une telle constatation, il convient d'en prendre acte : les états-majors des partis et des syndicats, sous l'influence de la démagogie communiste et débordés par elle, poussent de toutes leurs forces au surarmement et à la guerre. S'ils viennent de manquer la dernière occasion que leur offrait la tentative de Berchtesgaden et le discours de Hitler, ils comptent bien utiliser de prochains événements internationaux.

Ceux-ci se produiront nécessairement. Nous exprimons, la semaine passée, l'angoisse que faisait naître la politique française au cas où elle eût reçu l'appui du gouvernement britannique. Cet appui s'est dérobé et, du même coup, le péril a été momentanément écarté. Le récent débat devant la Chambre française a permis que se fit jour toute la déconvenue qu'en éprouvaient les communistes : la même que ressentait Bismarck avant l'envoi de la dépêche d'Ems. Gabriel Féri s'en fit l'interprète en regrettant que la France eût manqué de fermeté et

en réclamant une politique plus activiste capable de faire échec aux tentatives des dictatures. On sait comment le débat s'est clos. Assurément, il ne pouvait être question de lancer la France toute seule dans l'aventure. Le gouvernement n'eût pas de peine à le démontrer. Il en eût davantage à définir sa politique internationale. Visiblement les vieilles rengaines paraissent usées et certains airs de bravoure sont défranchis. Lorsque M. Chautemps affirme que la France désire un rapprochement avec l'Italie et avec l'Allemagne, on a l'impression que cette éloquence sonne creux. Un rapprochement ne se réalise pas sans sacrifices et l'impérialisme français n'en veut point faire. C'est un socialiste qui le dit et il faut le croire : M. Sèrol n'entend pas céder nos colonies. Mais à droite, on est de son avis. Et ainsi ce fameux rapprochement risque fort de demeurer une clause de style.

Avec le réarmement, nous sommes sur le solide terrain des réalités. Des tanks, des avions, des canons, encore plus de tanks, d'avions et de canons, voilà un fait contre lequel les idéologies sont sans prise et sans comparaison possible. Comme on sait pertinemment que c'est la force qui décidera en dernière analyse, on tient à l'avoir de son côté, c'est normal. Et si nous devons formuler la conclusion de l'incident de Berchtesgaden, nous dirions simplement qu'il a permis de réaliser une étape de plus dans le surarmement mondial.

On sait où il doit nécessairement conduire. Nos communistes et nos socialistes ne l'ignorent pas. Ils pensent que la



guerre est inévitable et ils l'acceptent d'un cœur, sinon léger, du moins sans remords. De plus en plus complètement, ils intègrent leur action de parti dans l'action nationale. Sans remords, ils se vendent, pieds et poings liés à l'impérialisme. Ils parlent des intérêts, des frontières, des colonies de la France. Ils s'inquiètent de voir la diplomatie de la France à la remorque. Ils s'impatientent de sourdes et épaisses résistances, qui se produisent au sein de la classe ouvrière. Leurs journaux commencent à stigmatiser certains pacifistes belants qui préfèrent la servitude à la mort. Eux préfèrent la mort... des autres, quelque nouvel holocauste auprès duquel le dernier ne fut qu'une timide anticipation.

Ils désirent donc que soit définie une politique française susceptible de rendre confiance à nos anciens alliés. Assurément, les conversations anglo-italiennes ne donneront rien, et rien non plus les avances du gouvernement de Londres à l'Allemagne. Hâtons-nous de le reconnaître et prenons notre parti d'une politique de contrainte s'appuyant sur la S.D.N. Telle est la thèse. Elle n'est qu'en partie à rejeter. Certes, nous n'aurons, nous non plus, rien de bon de ces échanges de vues entre les gouvernements et nous tenons pour impossible un nouveau pacte à Quatre. Encore une fois une telle politique réclamerait des concessions tangibles que les Etats n'ont pas le droit de faire. Mais est-ce une raison pour que nous nous inclinons devant la fatalité de la guerre ? Cette paix que les gouvernements ne peuvent pas faire, n'appartient-elle pas aux travailleurs d'en jeter les bases ? Cette vue des choses n'est point utopique. Elle s'appuie sur la tradition internationale du prolétariat. Mais elle demande pour se réaliser beaucoup de courage : le courage qu'il faut pour reconnaître qu'on s'est trompé tout au long de vingt années de paix impérialiste, le courage qu'il faut pour refaire du neuf sur les ruines de tous les mensonges qu'entretenaient les pourvoyeurs de charniers, le courage qu'il faut pour vivre, ce qui est bien plus difficile que mourir.

Ce courage-là, est-ce que le prolétariat français ne l'a pas ?

LASHORTS.

## A bas l'« amateurisme »

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Beaucoup de camarades, sollicités par un organisme local ou fédéral pour prendre la parole dans un meeting, pour aller porter la contradiction dans une réunion adverse se retenant derrière leur manque de connaissances. Combien en avons-nous entendu qui, habitués aux joutes ouvrières, à la discussion avec les copains d'atelier ou de chantier, nous disaient lorsque nous leur demandions de nous accompagner à la tribune : « Moi, je ne suis pas assez calé ; je n'ai pas assez lu d'écrits doctrinaux » et enfin ce suprême argument : « J'aurais le trac ! »

Certes, nous ne nions pas la nécessité d'une bonne éducation pour les militants. Je citais tout à l'heure des expériences de nos adversaires et je suis convaincu que l'Union Anarchiste devra accentuer ses efforts dans ce domaine. Pour former des militants, une « école anarchiste » est une condition indispensable. Mais ce serait vraiment mal comprendre le problème que le restreindre à cette question.

Le mal n'est pas là. Je pourrais citer des camarades qui n'ont pas dévoré les œuvres des théoriciens, des ouvriers qui seraient très ennuyés d'avoir à donner une appréciation personnelle sur le style de Marx, de Lénine ou de Bakounine et qui sont cependant des propagandistes, des agitateurs devant lesquels nombre de grands stratèges nourris de textes et de citations doivent s'incliner.

La doctrine anarchiste s'apprend sur le lieu du travail, dans toutes les phases de l'exploitation du prolétariat beaucoup plus efficacement que dans les livres.

Être un militant c'est avant tout une question de volonté. Bien entendu, il ne saurait être question de considérer comme militant sérieux, comme propagandiste, celui qui se trouve pleinement satisfait lorsqu'il a bavardé dans un groupe ou remis au trésorier le prix de sa cotisation.

Celui qui n'est jamais libre pour effectuer le travail pratique, qu'on ne voit jamais dans les assemblées, le jeune camarade qui va au bal ou au cours de chant lorsque son groupe a des affiches à coller, des tracts à distribuer, un service d'ordre à assurer, des fascistes à corriger, tous ceux qui se débrouillent sans cesse au travail qu'exige notre propagande sont des poids morts pour l'organisation.

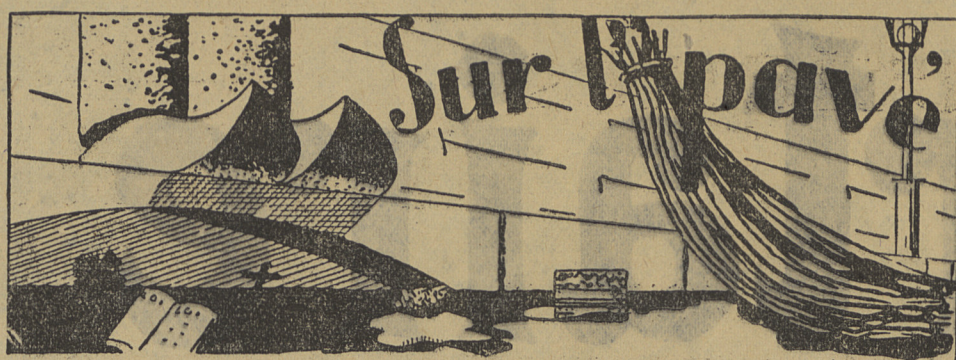
Un vrai militant l'est toujours et partout. La propagande est sa préoccupation essentielle à laquelle tous les actes de sa vie se rapportent.

Il faut accepter de servir l'anarchisme et compter sur soi plus que sur les autres pour le faire triompher.

Je me souviens d'une phrase du règlement militaire que me rabâchait continuellement un sous-off pendant mon séjour à la caserne : « On est militaire 24 heures par jour. » Ce n'est une chose que la bourgeoisie impose à tous les hommes, même aux anarchistes. Dans la propagande, il s'agit de s'imposer à soi-même cette dure nécessité : Être anarchiste 24 heures par jour.

Ringeas.

Par l'abonnement  
**le libertaire**  
ne coûte que  
53 centimes le numéro



PROPOS D'UN PARI

## Ça continue...

Une fois de plus, Staline-le-Terrible va faire disparaître de la circulation une vingtaine d'individus qui, pour des raisons diverses, le gênent.

Et ce n'est pas du menu fretin. Tous sont d'anciens commissaires du peuple, ambassadeurs et autres haut placés dans la hiérarchie soviétique.

Il y a aussi quelques médecins dont celui qui fut attaché à la personne même de Lénine.

Tous sont, naturellement, des agents de Trotsky, mais, pour cette fois, on les a qualifiés de « trotskystes de droite ».

Pourquoi de droite ? Le langage stalinien a de ces subtilités qui déconcertent, mais qui n'ont sans doute d'autre but que d'en mettre plein la vue au troupeau des fanatisés.

Quant à l'acte d'accusation, il vaut son pesant de caillou.

Il relève contre les inculpés d'avoir, en 1918, après le traité de Brest-Litovsk, comploté pour renverser le gouvernement des Soviets, et pour assassiner Lénine !... Ils auraient également assassiné Maxime Gorki, que l'on croyait, jusqu'à présent, victime de la maladie et de son âge.

Comme cela n'était sans doute pas suffisant, on met à leur compte quelques peccadilles supplémentaires, comme d'avoir participé au meurtre de Kirov, d'avoir agi de connivence avec des puissances étrangères pour détacher de l'U.R.S.S. l'Ukraine, le Caucase, l'Asie musulmane, etc., et naturellement d'avoir voulu « restaurer le capitalisme en U.R.S.S. ».

Si, avec cela, MM. Boukharine, Rykov, Rakovski et autres Krestinski ne sont pas « épurés », comme l'ont été d'autres lieux Reiss, Berneri et tant d'autres, c'est qu'il n'y a plus de justice au pays où la révolution est faite !

On comprend facilement que les diplomates qui ont cessé de plaire restent prudemment dans les pays capitalistes, voire de dictature, où, en prenant quelques précautions, ils peuvent espérer échapper au brownin ou au poignard des tueurs de Moscou.

« La Révolution se défend », proclament les agents stalinisés du gouvernement russe. On sait très exactement maintenant ce que les prolétaires et paysans russes ont gagné à cette révolution.

Si c'est pour en arriver là qu'il faut écouter les sermons et suivre les conseils du R. P. Thorez-de-l'Enfant-Jésus, à la bonne volonté !

Nous sommes rendus à une époque où il n'est plus permis à un individu doué d'un minimum d'intelligence et aspirant à un avenir de bien-

être dans la liberté, de nourrir quelque espérance en un régime où l'esclavage et la misère sont le lot du plus grand nombre.

Plus dangereux que tous les autres régimes capitalistes ou de dictature, parce que plus perfide, plus hypocrite, le communisme russe et ses agents camouflés en « Fils du Peuple » ou en sauveurs appointés du prolétariat, sont les pires ennemis des travailleurs.

On dit que beaucoup, parmi ces derniers, ont déjà commencé à comprendre.

Souhaitons-le. Larue-Michel.

### L'EPURATION CONTINUE

Le 2 mars, doit se dérouler à Moscou un nouveau procès contre 21 accusés, reconnus comme trotskystes et saboteurs professionnels.

Nous retrouvons parmi les accusés d'anciens chefs généraux dont la disgrâce avait déjà été annoncée, mais qui semblent aujourd'hui être bons comme la romaine. Boukharine, théoricien du communisme, connu de toujours, Rikov, ancien président du conseil des commissaires du peuple ; lagoda, ancien chef de la Guépéou ; etc.

Tous les crimes habituels leur sont naturellement reprochés, mais ce qui étonne le plus, c'est la possibilité de voir le procès tenu en séance publique.

Faut-il nous attendre à voir au dernier moment cette mesure supprimée ? Ou bien, allons-nous assister au procès de la dictature stalinienne ainsi que semble l'indiquer l'attitude des nouveaux trotsko-boukharino-blanguardistes ?

### MARDI-GRAS

Le mardi 1<sup>er</sup> mars est le fameux jour du mardi gras. Quoique d'origine religieuse ce jour serait le bienvenu, s'il pouvait remplir la mission dont il semble chargé.

Dans ce terme de mardi-gras, on trouve en effet sujet à gémissement, on est à dire ceux qui ont de l'argent, mais les gens ouvriers qui par tradition mangèrent des crêpes ne vient là qu'une raison bon marché de déroger à leur habituel bouef de singe ou haricots aux pommes de terre.

Il serait cependant faux de nous plaindre tout le temps et de chercher à chaque occasion des raisons de critique, soyons justes, et voyons ce que ce mardi gras du 1<sup>er</sup> mars nous apporte comme satisfactions.

Sans exception, tous nous subissons les bienfaits de ce jour béni entre tous : lecteurs de la presse bourgeoise ou de la presse dite populaire nous paierons notre quotidien porteur de germes heureux la modeste somme de 10 sous, 10 fois le prix du journal d'avant-guerre.

### NON, SANS BLAGUE ?

Qu'on ne s'y trompe pas. Le Journal est un quotidien sans parti pris et partisan de la paix sociale et du bonheur pour tout le monde, ouvriers et patrons. Voyez donc les conseils que donne aux uns comme aux autres, sans distinction d'idéologie, un de ses collaborateurs, « écrivain illustre ou esprit remarquable », M. Jacques Richépin :

Cannes, 27 février. — Si vous en avez assez de Paris, des discours du Führer, de la démission d'Eden, des perplexités de Chautemps, de la baisse du franc, de la politique, prenez le train pour la Côte d'Azur. Récoltez-vous vers Toulon : la mer bleue, le ciel bleu, du soleil et encore du soleil. Et débarquez à Nice, en plein Carnaval. Ici, il y a de la joie, comme dirait Maurice.

Sitôt débarqué dans une ambiance de liesse, de bonheur de vivre, vos oreilles sont assaillies de toutes parts par le nouveau refrain de Carnaval : « Non, sans blague ! »

Voilà la meilleure réplique à tous les broyeurs de noir : Non, sans blague !

Evidemment, ce « Non, sans blague ! » est bien la meilleure réplique à faire aux broyeurs de noir. A ceux, par exemple, qui, aux autres pages du même journal, se lamentent à cause des grèves, de la production qui ne va pas, de notre aviation qui n'est pas au point, de nos canons qui tirent trop court, des Français qui ne veulent pas faire d'enfants, de l'esprit religieux qui tout le camp, etc.

Et c'est pourquoi, comme le disait dernièrement ici Larue-Michel, si quelqu'un de ces messieurs bien intentionnés vous invite à discuter « Sans Haine », vous ferez preuve de beaucoup d'a-propos en répondant : « Non, sans blague ? »

♦ ♦ ♦

### AUGMENTATION JUSTIFIEE

Annonçant à ses lecteurs l'augmentation de son prix de vente, le Journal la justifiait ainsi : « Nos grands reportages à travers le monde, la collaboration d'écrivains illustres et des esprits les plus remarquables... » etc.

Bien sûr, bien sûr ! Qu'on se souvienne, d'ailleurs, entre autres « grands reportages à travers le monde », celui de M. Albert Charles Morice sur les « milieux anarchistes bruxellois ». Un quotidien qui envoie ainsi son collaborateur parmi les terroristes dangereux, dans leurs mystérieux repaires où il faut revêtir le manteau couleur muraille et frapper aux portes selon le signal convenu en s'éclairant de lanternes sourdes, doit savoir ce qu'il en coûte de faire des reportages vécus !

« Sans compter qu'il y a les écrivains illustres », pensez donc : Marie-Edith de Bonneuil, Edouard Helsey, le général Azan, Simon Arbellot, etc.

Et les esprits les plus remarquables : Clément Vautel par son manque d'esprit, Geo London par sa bosse, Lucien Descaves par son « Sans Haine », etc.

Le tout vaut vraiment deux ronds de plus par jour !

### AH ! NON, TU N'ES PLUS MA FILLE...

Ce vieux refrain de cancon est actuellement frôlé par un de nos non-dieu de princes, avec lesquels on n'en finira jamais. C'est d'ailleurs toute une histoire, mais qui n'a pas de morale.

Un nommé Louis-Charles, « chauve de soixante ans passés », et qui bouffe du camembert « en manches de chemise, dans un étroit logement d'un étroit quartier d'usines de la banlieue », si on en croit Emile Condroyer, du Journal, se dit prince de Bourbon-Naundorff. Le métier, paraît-il, ne nourrit plus son homme. Il aurait peut-être pu resquiller un secours de chômage. Mais !

Ses soi-disant ancêtres avait été de rudes putassiers, il songe, malgré ses soixante carats bien sonnés, à jouer les vert-galant et à trouver une gonzesse aux sous pour le sortir de la déche. La chronique « scandaleuse » lui ayant appris l'existence d'Andrée Cotillon, il s'en fut la trouver après enquête sur la fortune supposée de la dame. Puis, voulant vivre légalement aux crochets d'une travailleuse, qui avait trente millions, il en fit sa fille, comme ça, un matin, à la mairie du XIV<sup>e</sup>. Et depuis, l'ex-Andrée Cotillon était, de par la volonté du « dos » Louis-Charles, S. A. R. Elisabeth de Bourbon, princesse de France.

Mais depuis, les millions s'étaient volatilisés, ou la poule avait refusé de chanter — ce n'est pas à elle, après tout, c'est au coq — notre non-dieu de prince, bouffeur de camembert, est sur le point de désavouer sa récente paternité.

Et, pour ce faire, il a un argument péremptoire qu'il a confié au Condroyer du Journal : « A l'époque où j'aurais pu être son père, je me trouvais en Indochine. »

Que devient S.A.R. Andrée Cotillon ? Elle est à Juan-les-Pins avec une tendre amie de 19 ans avec qui elle chante, pour prouver ses vieilles origines françaises, ce chant breton : « A la nigousse, gousse, gousse... »

### LE MARATHON DE LA MATERNITE

Tout le monde est au courant du procès qui se déroule devant la Haute-Cour de Toronto. Un riche américain légua 22 millions de francs à la femme de Toronto qui mettrait au monde le plus d'enfants dans les dix années qui suivraient sa mort.

Le procès est la conséquence de la rapacité humaine qui fit que plusieurs concurrentes revendiquèrent le droit à la prime en employant des méthodes plus ou moins régulières.

Toujours est-il que des candidates est devenu folle, qu'on apprend aujourd'hui que la favorite avait embauché un collaborateur pour remplacer le mari délaissant.

Il est certes inutile de nous appesantir sur cette curieuse course à la maternité, ainsi que le bourgeois Paris-Soir nomme lui-même cet étonnant concours.

Ne serait-il pas plus intéressant de montrer le rôle des mères de la république américaine et de prouver ainsi que cette grande démocratie n'a besoin des leçons de personne pour permettre à ses citoyens semblables agissements ?

Monsieur Dubalai

### CHRONIQUE DES QUATRE MURS

## France la douce

Les expulsions d'étrangers vont bon train en ces temps de Front populaire et le qualificatif « hospitalière » accolé au mot « France », sera bientôt aussi grotesque, même pour les déments de la vanité nationale, que celui de « génial » décerné à Maurice Thorez ou celui de « modeste » appliqué à Sacha Guity. Les patriotes et les esprits bornés — ce qui du reste est tout un — se réjouiront de cette épuratoire, eux qui la prêchent et la réclament depuis que la guerre terminée, la Patrie ne quémande plus le concours des étrangers, accueillis alors en tant qu'âmes vaillantes et généreuses accourant au secours du Droit, et bannis aujourd'hui comme racaille, miteux et hématolés, selon les plus pures lois de la reconnaissance et de la politesse bien française.

Le « Populaire » du 15 février dernier nous relatait en termes justement indignés l'histoire d'un de ces malheureux sans-patrie qui, après être venu, fort stupidement à notre sens, prendre le parti du Droit et de la Civilisation à été par la suite l'hôte durant de nombreuses années des prisons qu'il avait si bien défendues.

Natif d'Arménie et tailleur de son état, Mathéos Kondiantz s'établit en France en 1912. A la déclaration de guerre, il s'engage dans l'armée française, combat en première ligne et, sa santé compromise par ces exploits belliqueux, se voit réformé définitivement. Il retrouve sa boutique et ses ciseaux, même son existence fort tranquille de « petit commerçant » et, en 1927, se marie avec une Française.

Avec la même obéissance dont il avait fait preuve pour répondre à l'appel de la patrie menacée, Kondiantz s'applique, conformément aux exhortations des préceptes de natalisme, à repeupler son pays d'adoption.

Ses affaires au demeurant sont fort prospères et deux ans après son mariage, le zélé tailleur est à la tête de deux boutiques et, par surcroît, de deux fillettes normalement constituées.

Peut-être eût-il vu progresser selon les mêmes normes au cours des années suivantes, et ses succursales et sa dynastie, si en 1929, brusquement et sans qu'aucun motif en puisse être donné, le gouvernement n'avait lancé contre ce contribuable irréprochable, un arrêté d'expulsion. Respectueux des lois et naïvement confiant en la bonne foi des juges, Kondiantz protesta, alléguant de ses états de service au front, de son casier judiciaire vierge, de sa situation de famille. Alliant selon ses conceptions propres le bon sens à l'équité, le tribunal correctionnel le condamne à un mois de prison.

A sa libération, on lui enjoint d'avoir à décamper dans les huit jours. Que faire ? Où aller avec une femme et deux enfants ? La semaine est

déoulée que l'infortuné proscrit en est encore à chercher une solution.

Naturellement, la police qui ne le perd pas de l'œil l'amène derechef devant le Tribunal. Deuxième condamnation, à trois mois d'emprisonnement cette fois.

Sa peine terminée, le malheureux réintègre sa boutique. Quelques jours après un individu se présente, qui lui tient le discours suivant : « Si dans huit jours vous n'êtes pas parti, vous serez recondamné. Mais si vous voulez, je peux tout arranger. Donnez-moi 5.000 fr. et je vous ferai rendre vos papiers d'identité. »

Kondiantz flaira l'escroc. Par habitude commerciale, il commença par marchander. Après discussion, on traita à 3.000, somme que le providentiel sauveur viendra percevoir le lendemain même et contre laquelle il remettra le permis de résider.

Débarassé momentanément du « faisan » et pour éviter son retour, Kondiantz se jette avec ingénuité de Charybde en Scylla : il téléphone à la police. Celle-ci tend un piège et le jour suivant, comme le trafiquant d'états civils franchit le seuil du tailleur, deux inspecteurs l'appréhendent. Le maître-chanteur le prend de haut : « Ça ne se passera pas comme ça ! Du reste, j'ai des protecteurs bien placés qui arrangeront cette affaire ! »

Il se débat avec tant d'énergie que les agents sur sa demande consentent, avant de le conduire au poste, à le suivre dans un café voisin où, devant le vermouth-cassis, stègent ces fameux « protecteurs ».

A l'arrivée du trio, deux hommes en effet se lèvent d'une table et se présentent : « Nous sommes inspecteurs de police ! »

Stupeur des deux premiers policiers qui, présentant la bonne capture embarquent escroc et complices. Arrivés à la Police judiciaire, l'imbroglio se dénoue, de la façon la plus inattendue d'ailleurs : les deux « protecteurs » du maître-chanteur sont effectivement d'authentiques inspecteurs de la Sûreté générale !

L'affaire vient devant les tribunaux. Un premier jugement acquitte l'escroc ! Un second le condamne à une peine dérisoire : quinze jours avec sursis. Quant à ses deux complices, fournisseurs de faux-papiers et policiers de la République à moments perdus, il n'en est plus question. Sans doute, si leur temps de service ne les a point encore voués à une retraite moins hypothétique que celle des vieux travailleurs, continuent-ils à tirer leur subsistance de l'exécution de mandats d'arrêt réguliers et de petites combines extralégales.

Moins heureux dans l'aventure que tous ces peu reluisants personnages, Kondiantz poursuit

son existence de « traqué ». Dix-neuf fois sa situation baroque va le conduire devant les juges. Encore que ce ne soient jamais les mêmes qui statuent, les sentences des uns sont aussi stupides et aussi cruelles que les sentences des autres. A l'heure actuelle, le malheureux Arménien totalise six années passées en prison. Son commerce est ruiné. La faillite a réduit sa famille à la misère.

Il se présentait encore tout dernièrement devant la 10<sup>e</sup> Chambre des Appels correctionnels. Celle-ci a porté à huit mois la condamnation à six mois d'emprisonnement contre laquelle il se pourvoyait.

Kondiantz réclamait un peu moins de sottise et un peu plus d'humanité de la part de ceux qui s'arrogeaient le droit de juger leurs semblables. Ceux-ci n'ont point voulu manquer à la tradition de leur misérable espèce en accordant dans leur verdict la moindre place à la raison et au cœur. L'abjecte société où nous vivons ne se doit-elle pas d'avoir des défenseurs à son image ?

Quoi qu'il en soit, cette pénible histoire ne laisse pas de d'être riche en enseignements. Tout d'abord, elle prouve une fois de plus aux Kondiantz de toutes origines que la « France accueillante et généreuse » est un mythe et aux pauvres bougres de toutes générations qu'ils n'ont absolument rien à défendre dans un monde dont toutes les institutions sont faites pour les brimer et les asservir.

Enfin, elle illustre d'une manière probante l'infamie d'un jugement rendu récemment par le Tribunal de Meaux contre un militant anarchiste que nous connaissons bien.

Celui-ci était poursuivi sur la foi d'un rapport établi par deux agents l'accusant d'avoir proféré dans une réunion certaines paroles délictueuses. A la barre, six témoins viennent affirmer que les phrases incriminées n'ont jamais été prononcées.

Qu'importe ! Le procureur le soulignera dans sa réquisitoire, la parole d'un inspecteur de police est sacrée ! Quant aux juges, ils ne sauraient prendre en considération le démenti qu'ils ont à charge de coiffer afin de faire « chanter » lâchement un malheureux déjà pourchassé par une Justice aussi imbécile que criminelle.

Ainsi se démontre la complicité tacite des piliers de l'immonde société bourgeoise, le magistrat et le policier, le chat-fourré et le mouchard, tous deux étroitement liés par la bassesse de leur ignoble fonction et qui perdurent, face aux légitimes aspirations des hommes vers la liberté, le règne avilissant de la chiourme et le honteux triomphe de la délation.

MAURICE.

## Ce qu'il fallait faire

« A un gouvernement de Front populaire n'opposeraient-ils (les banquiers) pas un refus pur et simple, et comment se tireraient alors d'embarras les chefs de ce gouvernement, placés du jour au lendemain, comme un commerçant à qui le crédit est brutalement coupé, devant l'impossibilité de couvrir l'échéance prochaine ? »

« J'ai répondu et je réponds encore que tout gouvernement qui s'inclinerait devant le REFUS OU SUBIRAIENT LES CONDITIONS SERAIT PERDU. Dire que l'obligation de l'échéance est absolue, qu'elle doit tout dominer, c'est condamner d'avance les hommes qu'on enverrait à la bataille à la CAPITULATION ou à la TRAHISON. »

« Rien ne permet d'affirmer catégoriquement qu'ils seraient placés en face d'une telle situation, mais ce qu'on peut et doit affirmer, C'EST QU'ILS CAPITULERAIENT OU TRAHIRAIENT S'ils SE LAISSAIENT PASSER LE LACET AU COU. Leur devoir serait DE DENONCER A LA NATION L'ATTENTAT COMMIS CONTRE SA SOUVERAINETE PAR LES ACCAPAREURS PRIVES DU CREDIT PUBLIC, ET D'EXPLOITER A FOND LA SITUATION REVOLUTIONNAIRE OUVERTE PAR CET ATTENTAT. Leur devoir serait de demander aussitôt à la Nation défilée les moyens de briser la résistance factieuse dressée contre sa volonté »

Léon BLUM, 19 octobre 1935.

## Une conférence de Sébastien Faure

La Libre Pensée du 16<sup>e</sup> arrondissement organise une Conférence publique et contradictoire avec Sébastien Faure qui traitera le sujet suivant : « L'Eglise a menti », le mercredi 9 mars à 21 heures, 102, rue Boileau (Métro : Porte de Saint-Cloud).

MAURICE.



# Principes et Tactiques dans la guerre

Notre camarade Maquid, directeur de Tierra y Libertad, organe officiel de la F.A.I., publie ce document qui nous transmettons en raison de son importance. Il situe bien la position des anarchistes espagnols :

Ceux qui ne comprennent pas, pour diverses raisons, l'évolution suivie par le mouvement libertaire espagnol durant la guerre contre le fascisme, considèrent que les attitudes adoptées par la F.A.I.-C.N.T. imposent une révision à fond des principes anarchistes. C'est-à-dire que, se basant sur les tactiques, les méthodes et les solutions circonstancielles employées durant l'intervention de l'anarchisme au cours des événements de la Révolution, l'on prétend en déduire la nécessité d'analyser et rectifier l'essence même de la doctrine anarchiste, ce qui signifierait, de fait, que l'anarchisme cesserait d'être, et que les anarchistes devraient renoncer à la finalité antiautoritaire qu'ils poursuivent.

Il en est certains qui comparent les tactiques mises en vigueur par les libertaires espagnols avec celles préconisées par le courant théorique soutenu à leurs époques respectives par Engels et Lénine. Dans la participation que les organisations anarchistes espagnoles eurent et ont dans les organismes gouvernementaux, ils reconnaissent la méthode que le marxisme révolutionnaire opposerait à la thèse antiautoritaire défendue par les anarchistes. Suivant leurs appréciations les anarchistes de l'Espagne n'auraient pas fait autre chose qu'appliquer la théorie de l'exercice du pouvoir, afin de développer, en partant de celui-ci, les transformations révolutionnaires et pour atteindre — toujours d'accord avec la théorie d'Engels — la suppression de l'Etat après l'étape transitoire au cours de laquelle il est utilisé comme instrument défensif et d'impulsion de la révolution socialiste.

Nous nous trouvons ainsi devant un phénomène agréable aux secteurs du marxisme, qui se rangent sous la bannière de la solution par l'Etat, dictateur de la révolution. L'anarchisme, placé devant la réalité d'un fait révolutionnaire, aurait été obligé à une rectification fondamentale qui, déplaçant ses propres méthodes de réalisation révolutionnaire, l'aurait amené à chercher une issue dans la position marxiste, dans le gouvernementalisme, dans l'application des méthodes qu'il a toujours combattues, de celles qu'il a toujours qualifiées, dans sa propagande, de contraires au triomphe de la véritable révolution sociale. En synthèse, nous serions devant la négation de l'anarchisme dans les moments mêmes où les théories doivent se développer à travers les faits, et fructifier par des réalisations révolutionnaires. Il y aurait eu, de la part du mouvement anarchiste, un saut de l'anarchisme à l'Etat, à la conception et au développement étatique de celle-ci ; la distance qui sépare les différentes dénominations des forces qui se disent anarchistes et marxistes aurait été franchie. La conversion serait un fait. Notre anarchisme, par conséquent, perdrait sa raison d'être.

## FIDELITE AUX PRINCIPES

Commentons par nous demander : nos organisations ont-elles renoncé à leur finalité, à leurs principes libertaires ? La C.N.T. et la F.A.I. ont-elles déclaré que les interventions dans les organismes de l'Etat, que leur collaboration et les tactiques adoptées durant la guerre, signifiaient la négation définitive des principes anarchistes ? Quelle a été l'explication donnée pas nos organisations dans les opportunités qui décidèrent la participation dans les rouages du gouvernement ?

Tous les accords de la C.N.T. et de la F.A.I. peuvent être examinés ; l'on peut réunir toutes les déclarations de leurs plénums et congrès ; l'on peut relire leur prose, et l'on arrivera à une même conclusion. En aucun moment elles n'ont renoncé aux principes et à la finalité de l'anarchisme. Au contraire, dans les moments les plus graves, quand il y eut nécessité d'assumer des attitudes qui rompaient les traditions tactiques libertaires, l'on eut un soin tout spécial d'avertir qu'elles ne signifiaient en aucune façon un renoncement à nos idées, à nos objectifs.

Les réaffirmations de foi anarchiste n'ont

pas été dictées par le souci de justifier des faux pas ou des renoncements de caractère idéologique. Elles n'ont pas non plus été conseillées par l'amour propre d'un secteur qui ne voulait pas reconnaître l'échec de ses théories et de ses méthodes.

L'anarchisme espagnol a eu l'heureuse idée d'englober le panorama de la guerre et de la révolution, en se situant dans le lieu que la réalité de chaque jour et de chaque situation conseillait. De même qu'il a su rendre ses tactiques plus agiles par-dessus les dogmes et les traditions enracinées, en acceptant toutes les solutions qui furent imposées par la lutte, il fut aussi capable de faire la différence entre le provisoire nécessité par la guerre et ce qui est substantiel dans les événements successifs de la révolution. Les tactiques qu'il accepta pour des raisons étrangères à sa volonté, devant l'impératif des faits qui étaient au-dessus de toutes les théories préalables, ne lui firent pas perdre la voie, et, loin de diminuer sa fermeté idéologique, sa propre expérience, aussi bien dans le terrain économique que dans la politique, a vivifié la conception libertaire contre l'Etat, de la reconstruction économique, politique et sociale.

## L'IMPERATIF DE LA GUERRE

La guerre ! Voici l'explication sanglante des attitudes les plus contradictoires avec nos principes, des rectifications tactiques que le monde n'a pas su apprécier dans toute leur ampleur, comme sacrifice maximum que l'on puisse apporter en défense d'une cause qui s'impose avant tout particularisme de secteur. La guerre a déterminé des conduites, méthodes, tactiques, dans le cours d'une révolution limitée par le caractère de la lutte armée contre ses ennemis. Ces méthodes et tactiques n'ont rien à voir avec les théories reconstruites de la société, théories qui ont été élaborées sans la prétention de prévoir les cas qui, comme dans la Révolution espagnole, échappent à toute hypothèse exacte sur les conditions de son avènement.

Il suffit de voir la direction suivie dans les deux aspects vitaux de notre lutte, celui de l'économie et celui de la vie politique, pour comprendre la portée de la révolution dans ses avancées et reculs, et en tirer les enseignements qui en découlent. Le fondamental est celui-ci : que le développement et la profondeur des transformations a été plus grand et plus effectif là où le prolétariat a agi directement sur les institutions et, pour parler d'une façon concrète, dans l'économie, là où le Pouvoir n'est intervenu en rien, là où les propres producteurs organisés prirent des décisions, créant les nouveaux types d'entreprises collectivisées et socialisées. De l'autre côté, par le jeu complexe de la politique, au milieu de la tragédie sanglante, d'une lutte dans laquelle entrent des facteurs étrangers à ceux auxquels nous recourons, l'on allait en direction contraire aux nécessités et aux aspirations des masses révolutionnaires.

## LA VICTOIRE DOIT ETRE CELLE DU PEUPLE

Si la guerre imposait d'intervenir dans sa direction, le mouvement libertaire, qui apportait une grande et audacieuse participation dans la lutte, ne pouvait se maintenir en marge des organismes qui subsistaient et qui, par le caractère de la guerre, même, devaient la diriger. Maintenant même, se trouvant dans des instants décisifs pour le sort de la guerre, le mouvement libertaire réclame des droits égaux, qui lui reviennent plus qu'à tout autre secteur, dans cette direction de la guerre, parce que la nécessité de vaincre, de contribuer par tous les moyens à ce que le triomphe soit celui du peuple, ceci par-dessus tout, est la grande question préalable pour le triomphe de la Révolution.

Si la guerre exigeait de rendre propice et d'accepter la somme de toutes les forces antifascistes, il devenait obligé de renoncer au totalitarisme, de matérialiser les aspirations propres de l'anarchisme, pour rendre possible l'action d'ensemble sans laquelle la déroute de nos ennemis ne serait pas possible.

Si la guerre imposait la collaboration politique, le rejet des extrêmes auquel incitaient de continuelles provocations ne pouvait que faire renoncer à des essais désespérés qui ne pouvaient conduire qu'à un désastre ; l'anarchisme ne pouvait faire da-

vantage que ce que la vision réaliste des problèmes et sa responsabilité historique lui dictaient.

Si la guerre, si les conditions créées par la guerre, si les circonstances nées des successives situations politiques, si tout ce qui s'agit en Espagne exigeait du mouvement libertaire des transactions et des renoncements, avec douleur et avec une pleine connaissance de leurs conséquences, les organisations libertaires devraient les offrir, mesurant bien tous leurs pas sur ce qui est la base de l'actuel moment historique qui est la nécessité de gagner la guerre pour la révolution.

## LA VRAIE DEFENSE DE LA REVOLUTION SOCIALE

Notre guerre est-elle un phénomène permanent ? Un corps de doctrine d'un mouvement comme le nôtre peut-il être revisé à la lumière d'expériences et de tactiques inspirées dans le but suprême de vaincre dans la lutte ; devrait-on enlever à la Révolution des possibilités de développement immédiat ? Il est logique de tirer des conclusions sur les fonctions des organismes du gouvernement dans le cours de la révolution. Doit-on appliquer la théorie du pouvoir, de la « dictature » transitoire, de l'élimination progressive des différentes classes, et attribuer aux anarchistes espagnols l'interprétation passagère de foyers de leur finalité, de leurs principes dirigés contre l'Etat, et anticapitalistes ? Est-il permis de confondre les actes de guerre, les tactiques de guerre, les solutions déterminées par la guerre, avec les actes, les tactiques et les solutions qui seraient viables dans une étape de reconstruction sociale dans laquelle nous n'aurions pas à faire et à gagner une guerre comme la nôtre ?

Ces questions n'ont pas besoin de réponses. Il est absurde de signaler des faux pas, des hérésies doctrinales, de prétendre conversions au credo politique des partis au pouvoir, de ceux qui suivirent, et suivent ce que nous considérons comme la thèse erronée de l'étatisme marxiste. Et plus absurde encore, quand on connaît les réalisations authentiquement révolutionnaires du prolétariat guidé par notre idéal à côté de la situation confuse créée par la guerre et la politique antirévolutionnaire, en présentant la phase réalisatrice de la révolution, l'Espagne offre au monde, comme expérience inédite dans les grandes révolutions précédentes, ce qui fut accompli par son prolétariat, particulièrement en ce qui concerne le mouvement libertaire. Dans cette expérience, dans son étude comparative à côté, et contrastant avec le développement de la politique espagnole durant la guerre, se trouve la véritable source de tous les enseignements et les définitions que l'on peut extraire du point de vue et avec l'objectif d'une défense et d'un développement certain de la révolution sociale.

## NOTRE CONCEPTION ANARCHISTE RESTE DEBOUT

Nous avons adopté des tactiques qui contredisent notre traditionnelle position de non collaboration et contre l'Etat, mais nous l'avons fait, nous le faisons, nous le ferons, si cela était nécessaire, comme une nécessité que les circonstances de la guerre nous imposent.

Nous ne croyons pas aux vertus créatrices, impulsives et reconstruites de la société née dans la révolution, attribuées à l'Etat. Notre conception anarchiste reste debout. La Révolution doit être dirigée, réalisée, défendue jusque dans ses possibilités maxima par les travailleurs eux-mêmes, au travers de leurs propres organisations et de leur expérience propre. Nous ne croyons pas à la vertu magique d'aucune dictature et nous continuons d'affirmer que celle appelée « dictature du prolétariat » n'est autre que celle d'un parti, ou plus exactement de la minorité dirigeante de ce parti, minorité dans laquelle fatalement existe la figure personnelle qui conduit, en dernière instance, tout l'appareil politique, quoique l'on invoque le prolétariat, à une dictature de type personnel. C'est pour cela que nous sommes pour l'intervention directe des organisations ouvrières qui ont en Espagne leurs cadres tout à fait conditionnés dans les syndicats.

Nos principes n'ont souffert aucune en-

## LE PASSÉ ESPAGNOL

# CE QUE FUT L'ACCOLADE DE VERGARA

Depuis les événements d'Espagne, on a parlé fréquemment de la possibilité d'une médiation et ceux qui suivent la presse espagnole ont relevé l'expression : « Il s'agit d'un nouvel abrazo de Vergara. » Dans l'histoire d'Espagne cette expression est légendaire. Mais nos camarades ne connaissent pas tous la signification exacte de ce terme ; or, n'est-il pas curieux de voir que le fameux « abrazo de Vergara » eut lieu dans des conditions à peu près identiques à celles qui se présentent aujourd'hui. Le 31 août 1839 l'Espagne fut victime de cette « accolade » de la part de l'Angleterre et de la France de même que ces pays aujourd'hui trahissent le peuple espagnol une fois de plus. Mais venons-en aux faits :

Ce qu'on appelle l'abrazo de Vergara fut l'extinction de la forme la plus théâtrale possible de l'accord fait en représentation du gouvernement de Madrid par le général Espartaco et par les hordes du prétendant don Carlos et par dix ou douze généraux de son état-major, quoique les pourparlers furent dirigés par le général en chef des forces carlistes, Rafael Maroto.

Avec cet « accord », avec cet « abrazo » l'on mit fin à une guerre cruelle qui durait depuis sept ans, une guerre qui avait pour objet le trône d'Espagne, un minuscule problème de succession pour lequel il semble incroyable que les hommes s'entre-tuent.

L'« accolade de Vergara » eut lieu dans cette ville le 31 août 1839. Prenait part à cette cérémonie toutes les forces des bataillons carlistes du Guipuzcoa, Vizcaya, Alava, Navarre et Castille et toutes les armées du gouvernement des régions du Nord de l'Espagne. Il y eut beaucoup de grandeur théâtrale. Les forces carlistes d'une part et les forces libérales d'autre part s'y présentèrent et les généraux Espartaco et Maroto s'avancèrent, au centre du camp de Fraicozun, montés sur leurs chevaux, s'embrassant en signe de paix.

Après cette accolade, les bataillons rompirent leurs files et ces deux armées, qui avaient lutté avec fénacité durant tant d'années fraternisèrent avec joie, donnant l'apparence que cette longue guerre était définitivement terminée.

Le document qui avait été signé la nuit précédente chez Joaquín de Irizar, comportait dix clauses et fut remis à Madrid et déposé aux Cortes, afin qu'il figurât aux archives du Parlement, une fois que celui-ci en eut pris connaissance.

Mais maintenant vient le côté amusant. La guerre se termina-t-elle pour cela ? Pas le moins du monde.

Le premier qui se rebella fut don Carlos, qui n'eût été obligé de passer la frontière « montée sur un âne et complètement saoul » comme dit un chant de l'époque ; il lança un manifeste aux siens accusant de trahison le général Maroto et les autres généraux qui l'accompagnaient à Vergara et déclarant nul tout ce que pouvait promulguer le document en question. Beaucoup de chefs et d'officiers partirent avec lui en France afin de réorganiser une nouvelle tentative, ainsi que huit mille volontaires navarrais qui jurèrent de ne retourner en Espagne que pour faire à nouveau la guerre. Dans les régions de Valence et de Castellon d'autres groupements se levèrent qui firent la guerre pour leur propre compte ; Cabrera, élevé à la catégorie de généralissime de la rébellion, donna à nouveau beaucoup de fil à retordre aux troupes du gouvernement de Madrid, car à part ses sentiments criminels c'était un militaire ayant du tempérament et que l'on surnommait le « tigre de Maestrazgo ».

Ceux qui parurent se réjouir beaucoup de l'accord de Vergara furent les libéraux ; ils considéraient que c'était un triomphe d'Espartaco et des institutions libérales parce qu'ils pensaient,

torse, aucun affaiblissement en contact avec les grands événements de notre révolution. Et si, par des conditions objectives qui exigent une action commune avec d'autres secteurs prolétaires qui ne sont pas anarchistes, nous acceptons et préconisons un programme réalisable par tout le prolétariat, cela n'implique en aucune façon un renoncement aux postulats, qui ne sont pas atteints, de l'anarchisme. Comme révolutionnaires, comme force déterminante d'un peuple qui lutte pour sa liberté, nous savons, nous saurons nous trouver où est notre place, pour que, dans ces conditions, la révolution acquière un sens transformateur maximum, socialiste en économie et libertaire dans la vie politique et sociale.

avec cette ingénuité qui caractérisa toujours le libéralisme espagnol, qu'il signifiait la fin de la dynastie. L'on recut à Madrid avec joie la nouvelle de l'accord et les députés des Cortes d'alors se disposèrent à continuer de profiter de l'abbaye qu'était leur représentation parlementaire, sans autres soucis.

Il n'était pas nécessaire cependant d'être très perspicace pour comprendre que ce qu'on appela « l'accord de Vergara » n'était autre qu'un armistice et que la guerre continuerait sans être liquidée, parce que tout le problème était toujours présent sans être résolu. L'appétit du trône par son prétendant, la raison juridique de la demande, l'aversion religieuse contre le libéralisme, les revendications des provinces basques sans qu'on leur ait donné satisfaction, et ce qui est pire, quelques nations étrangères dans l'ombre, intéressées à jeter de l'huile sur ce feu quand cela leur conviendrait, de la même façon qu'elles avaient favorisé l'accord afin d'atténuer l'incendie.

Car en réalité, cet accord se fit parce que les agents de la France et de l'Angleterre travaillèrent avec adresse et pour leurs intérêts. Il y a deux personnages dans l'ombre de ce pacte qui sont le Français Duffau-Paulliac et l'Anglais lord John Hay, sur lesquels l'histoire d'Espagne manque de renseignements ; il aurait été intéressant cependant d'en savoir plus long sur eux et sur le rôle important que jouèrent auprès de Maroto le Français, et auprès d'Espartaco l'Anglais.

Ce qui est sûr, c'est que l'accord eut lieu en présence d'un autre Anglais, le colonel Wylde, que le gouvernement de Londres envoya officiellement pour assister à cet acte de paix.

Il n'y a pas le moindre doute que l'intervention de la France et de l'Angleterre fut très grande ; la France d'alors appuya franchement la cause de don Carlos de la même façon que l'Angleterre appuya celle du gouvernement de Madrid, sans que pour cela, ces appuis n'empêchent que ces nations n'apparaissent ensemble pour signer à Vergara la fin de la première guerre carliste.

Que ce pacte ait été un erreur politique ne fait aucun doute, puisque peu d'années après commençait de nouveau la guerre carliste avec plus d'acharnement encore, laissant à nouveau sans solution ce procès dont la cause a continué jusqu'à nos jours, car le fascisme qui fit explosion en juillet 1936 n'est pas autre chose qu'une continuation de ces guerres qui se disaient dynastiques afin de leur donner un nom. Ce ne sont que des guerres de religion, symptômes meurtriers de l'éternel conflit existant en Espagne entre l'Eglise et le pouvoir civil, entre la révolution et la réaction. C'est un conflit qui eut lieu dans tous les pays, mais que tous les pays ont liquidé. Les Espagnols l'ont toujours laissé en suspens et souhaitent qu'après le triomphe de la Révolution, personne ne la freine et ne la détourne de ses buts. Au lieu de cela, l'« abrazo de Vergara » les troupes rebelles étaient en déroute et démoralisées. En déroute, car la résistance de Bilbao, la chute de Durango et autres points d'opérations en Castille laissent déjà voir le triomphe du libéralisme ; démoralisées parce que les chefs de don Carlos, méfiant entre eux, se trahissaient mutuellement, cherchant la paix avant la déroute. De plus, le libéralisme politique de l'époque, dirigé par l'Angleterre donna quartier au carlisme avec l'acte de Vergara, et le 31 août 1839 au lieu d'arracher la mauvaise herbe en Espagne, on lui donna plus de force pour l'avenir.

Et à Madrid, tandis que les bons politiciens se frottaient les mains dans les couloirs du Congrès, les hommes d'Etat croyaient avoir obtenu un grand triomphe.

## VIENT DE PARAITRE

### Dans la tourmente

Une année de lutte en Espagne. La C.N.T.-F.A.I. ; Les militants et les événements révolutionnaires.

Un fort volume de 330 pages, couverture illustrée : 12 fr.

(FRANCO 12,80)

En vente au « Libertaire », 9, rue de Bondy, Paris-X<sup>e</sup>.

# Ratification

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

L'expérience, toujours, nous montre l'échec de la social-démocratie, assimilée par le Parlement dans tous les pays où elle a tenté de l'assimiler. C'est une fatalité inexorable, où le mécanisme des institutions, les privilèges économiques et les déviations psychologiques sont plus forts que la volonté des hommes.

Le Pouvoir, ce n'est pas seulement l'exploitation et l'oppression du peuple, c'est la corruption de tous ceux qui s'en approchent. Il est dans ce sens infiniment plus dangereux quand ce sont les misérables qui s'en emparent. Car l'envie de satisfaire leur faim séculaire, de compenser leurs souffrances éternelles se déchaîne irrésistiblement. L'arriviste prolétarien n'est pas meilleur que l'arriviste bourgeois, l'arriviste révolutionnaire est plus impudent que l'arriviste de la démocratie. L'ouvrier devenu chef ou endossant l'uniforme reconnaît rarement son frère.

Le problème est, de nos jours, plus vaste que l'on ne suppose fréquemment. L'Etat n'est pas un mal, mais un autre fait terriblement envahisseur. En plein capitalisme il compte en France 1.200.000 « serviteurs », dont les deux tiers sont des bureaucrates par excellence, des parasites et des semi-parasites gravitant sur le peuple. Une révolution où l'Etat deviendrait le maître et l'organisateur de toute la richesse publique, une révolution où la paralysation pousserait à chercher à se « débarrasser » n'importe com-

ment des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes, multiplierait par trois ce parasitisme. Voyez encore la Russie.

Et dans cette multiplication sombreraient toutes les forces révolutionnaires qui y prendraient part. Car il arrive fatalement encore que ce sont les milliers ou les dizaines de milliers de ces fonctionnaires qui s'imposent dans les partis et dans les organisations, qui en dominent les rouges, qui parlent dans les congrès et en déterminent les majorités.

Vous ne pouvez donner à un homme une parcelle d'autorité sans le corrompre, a écrit Kropotkine. Cela est vrai. Il nous suffit d'observer autour de nous l'esprit autoritaire, de domination, de vanité, d'exhibition qui est si fréquent pour comprendre d'abord que ce sont de tels hommes qui, dans une situation favorable, prennent par tous les moyens les postes de commandement, celui de ministre, de commissaire, de haut bureaucrate ou d'inspecteur, et qui n'en sortent pas. Ensuite, que ces hommes liés par une même aspiration se soutiennent entre eux, ou ne se combattent que lorsque la lutte ne peut pas les entraîner tous dans la chute. Enfin, qu'une fois dans ces postes, ils ont tendance à consolider l'organisation qui les leur fournit, et à justifier de plus en plus par la presse, l'éducation, l'instruction, la propagande, la structure autoritaire de la société.

Mais ne l'oublions pas non plus. La corruption n'est pas seulement morale, elle se

vient pas uniquement de la psychologie autoritaire. Elle est aussi matérielle. En période révolutionnaire, tout est incertain. Les ressources d'existence sont soumises à bien des aléas qui font que les moins convaincus, ou ceux qui craignent la souffrance, s'accrochent aux postes les plus sûrs. Et les postes les plus sûrs sont généralement ceux de l'Etat car l'Etat pouvant s'imposer sur toute la nation, en extrait toujours les biens et l'argent dont ont besoin ceux qui le composent.

Puis, ces gens entrent à leur tour dans les partis qui gouvernent. C'est l'histoire sans cesse répétée, dans tous les pays du monde. Ils y entrent, et débordent tout. Aux anciens révolutionnaires corrompus s'ajoutent les corrompus devenus apparemment révolutionnaires. Les épurations continuelles du Parti bolchévique en Russie n'ont servi à rien. Elles étaient même appuyées par ceux qui devaient être fusillés. Et le fonctionnarisme a dominé tout.

Cela est d'autant plus inévitable que les forces de gouvernement ont besoin d'éléments leur répondant pour leur confier un poste ou une tâche quelconque. Tous les ambitieux désirent jouer un rôle, et surtout vivre mieux que les autres, s'inscrivent dans ces forces, et les dominent rapidement. Il suffit de voir cette avalanche pour comprendre la menace du danger. La social-démocratie ne se serait pas développée comme elle l'a fait si elle n'avait pas été parlementaire, si par sa position elle n'avait pas fait miroiter les sièges et les prébendes. Mais ceux qu'elle attirait ainsi l'ont paralysée et déviée.

L'Etat ne peut être qu'un instrument d'esclavage, par les intérêts des nouvelles clas-

ses, des castes qu'il crée, par son essence absolument autoritaire. Il implique la suppression de la liberté d'action de toutes les organisations qui existent en même temps que lui. Il doit forcément, sans quoi il ne serait pas l'Etat, tout contrôler, tout diriger. Il est obligé, s'il veut rester l'Etat, de ne pas laisser les associations de toutes sortes agir par elles-mêmes, produire, échanger sur leur propre initiative. Seule l'école libérale de l'économie bourgeoise a demandé cette indépendance relative. Mais depuis Quesnay, père du libéralisme économique et Adam Smith jusqu'à Yves Guyot, la bourgeoisie libérale a toujours été en lutte contre l'Etat, ce qui démontre que celui-ci n'est pas toujours au service de la bourgeoisie.

Peu nous importe, il faut le répéter inlassablement, d'être misérable à l'extrême parce que c'est l'Etat, c'est-à-dire ses fonctionnaires des bureaux et des usines, ses « techniciens », ses faibles et ses demi-faibles, qui nous exploitent. Le super-technicien russe qui touche 33.000 roubles par mois quand un ouvrier en touche 200, et certaines femmes soixante, n'est pas moins odieux que le grand capitaliste possédant d'immenses fabriques. Le travailleur devenu policier, sous prétexte de défendre l'Etat, mais qui le reste parce qu'il a goûté les douceurs du « fanatisme » régulièrement payé, est plus odieux que le gendarme d'aujourd'hui. Et croire que l'on pourra décider ces gens à abandonner volontairement leur emploi c'est vivre d'une illusion ne reposant sur rien.

Lénine était certainement un homme honnête et ne désirait pas toute la pourriture qui envahit son parti. Mais vous ne retirerez jamais de la pensée d'un grand nombre

d'hommes qu'il vaut mieux être sur un rond-de-cuir que devant un étai. Mais vous ne ferez pas renoncer cette maladie dévorante qu'est l'exercice du Pouvoir, au désir de tout dominer. Et ces deux circonstances sont deux sources de souffrances infernales pour la masse du peuple.

Non. On peut être amené, par des événements inattendus, à préférer un gouvernement à un autre, un Etat à un autre Etat, mais on ne peut pas entrer dans ce gouvernement pour une collaboration permanente, mais on ne peut pas entrer dans l'Etat poussé par le même désir, sans nier ses idées de la façon la plus formelle, et sans courir les risques de déchéance morale rapide qu'ont connus tous les Partis.

Forts des leçons de l'histoire, nous maintenons notre pensée, nos conceptions révolutionnaires. Majorité ou minorité, nous ne construisons dans la Révolution que par les organisations spécifiquement formées pour des tâches de vie sociale concrètes. Nous lutterons pour que ce mode triomphe. Nous pourrions être obligés, comme nous le sommes sous le capitalisme, de supporter un nouveau Pouvoir. Mais nous ne l'exercerons pas, non seulement par fidélité de fanatiques, non par lâcheté, mais parce que, sachant trop bien où le Pouvoir nous conduirait, nous commettrions le crime d'ôter au peuple l'espérance qui peut encore le guider aux époques des pires misères, et lui donner le courage de lutter pour atteindre de nouveaux buts.

Car il est grave d'être esclave, mais il est encore plus de ne pas avoir d'idées directrices qui vous guident pour vous libérer.

MAX STEPHEN.



Nos bolchevistes tentent d'insulter nos amis espagnols en prétendant que les prisons républicaines d'Espagne ne retiennent point d'antifascistes.

Pour qu'ils puissent voir le contraire, nous leur offrons une place dans la délégation en partance pour Barcelone.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## POUR L'AMNISTIE EN ESPAGNE

### Entrevue avec l'ambassadeur

L'ambassadeur d'Espagne à Paris a reçu mardi une délégation de la S. I. A., composée des camarades René Belin, Gaston Guiraud, Marceau Pivert, Georges Pioch, Jean Nocher, Louis Lecoin, Henri Grandjean, qui représentait le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

Nos camarades dirent à l'ambassadeur l'émotion qui gagne de plus en plus de nombreux secteurs antifascistes de France devant la répression qui s'abat en Espagne républicaine sur des milliers de militants antifascistes ; ils lui expliquèrent le sens de la campagne actuelle de la S. I. A. ; ils lui annoncèrent le prochain départ d'une délégation qui avait mandat de demander au gouvernement Négri la promulgation d'une large amnistie afin que les antifascistes puissent se retrouver à nouveau, là-bas et ici, unis dans l'action.

L'ambassadeur n'a pas paru insensible à la démarche faite auprès de lui, ni aux paroles qu'il entendit. Avec amabilité il répondit qu'il allait aviser son gouvernement du départ de cette délégation et qu'il espérait qu'elle aboutirait complètement.

Nous l'espérons également de tout notre cœur.

## Par la parole et le film

### Première étape

Nous voici parvenus au terme de notre première tournée de conférences filmées ; nous devons donc, brièvement, dire nos impressions, le succès remporté, les résultats matériels et moraux obtenus.

Tout de suite, soulignons que nous avons été fraternellement accueillis partout. Ceci a son importance : on a tellement tenté de salir S.I.A., elle fut si bémol et si sournoisement dénigrée qu'il est très réconfortant de constater que la calomnie et les attaques n'eurent aucune prise sur les amateurs de nos sections locales.

Nos lecteurs ont pu suivre ici, semaine par semaine, le compte rendu de nos conférences ; nous n'y revenons pas longuement. Pourtant, nous devons rappeler une fois de plus qu'elles obtinrent, à trois exceptions près, un succès considérable.

Nous ne parlons pas seulement — on nous entend bien — du succès matériel qui fut impressionnant, inespéré. Les résultats moraux, l'efficacité de la propagande, l'accueil réservé à notre conception de la solidarité et de l'action à mener, constituent un succès plus réconfortant encore.

S.I.A. a démontré, au cours des multiples manifestations de son activité, qu'elle n'était pas, ainsi que certains auraient voulu le laisser croire, un vague organisme de solidarité, amorphe, sans consistance et sans ligne de conduite déterminée.

Elle s'est révélée, au contraire, comme l'organisation devant réaliser l'unité agissante de toutes les bonnes volontés antifascistes, sur le terrain matériel et dans le domaine de l'action. Les milliers d'auditeurs qui nous ont entendus ont pu en témoigner.

Nous avons examiné le problème antifasciste sous tous ses aspects, sans vaines redondances, certes, mais également sans aucune faiblesse.

Nous avons l'impression que les sections visitées ont retiré de nos conférences un bénéfice moral considérable ; ces manifestations ont accru et affermi leur prestige. Elles peuvent désormais et avec fruit aller devant de l'avant ; elles n'y manqueront pas.

Enfin, si l'on peut mesurer le succès d'une entreprise aux bénéfices qu'elle rapporte, disons que notre tournée a donné également toute satisfaction de ce côté.

Tous et tout nous encouragent : il faut donc persévérer et agir. D'autres tournées sont en voie d'organisation ; que chacun nous aide de son mieux : Aider à la réussite de S.I.A., c'est collaborer à la victoire antifasciste.

Lucien HUART.

### Les conférences filmées d'hier

#### EN PROVINCE

##### ROMANS

Nos camarades avaient très bien organisé la conférence du lundi 14. Comme, d'autre part, la section S.I.A. de Romans est très active, le succès de la conférence devait être assuré. Il le fut mieux encore que nous l'espérions.

Cette soirée restera dans le souvenir des assistants ; malheureusement, nous ne pûmes contenir tout le monde et nous dûmes refuser un nombre important de personnes.

Ce succès donnera un nouvel élan à la section, dont les propagandistes se proposent de créer de nombreux groupements dans les environs.

### VILLEURBANNE, OULLINS, DECINES

Le Parti du coup de masse avait mis en œuvre tous les moyens dont il dispose pour faire le vide dans nos conférences ; organisation de séances gratuites de cinéma, convocations générales de tous les secteurs, calomnies, laceration des affiches, etc.

Fatiguement, ceci devait avoir sa répercussion et nous n'eûmes pas la foule habituelle ; pourtant, des assistances inté-

ressantes manifestèrent fort largement leur solidarité.

Pourquoi faut-il qu'à Oullins des camarades, qui se prétendent anarchistes, aient tenté — sans aucun succès d'ailleurs — de saboter la conférence ?

Que c'est triste ! Enfin, malgré cette significative conjugaison d'efforts contre nous, les buts que nous nous proposons ont été atteints. C'est donc, justement en raison de l'étonnante coalition dressée contre notre œuvre de solidarité, un succès honorable que nous avons enregistré.

#### SAINT-CLAUDE

Les travailleurs de Saint-Claude — malgré le jour défavorable — ont largement répondu à notre appel ; ils écoutèrent l'exposé de Huart avec une attention extrême et la séance fut en tous points réussie.

La recette fut également excellente. Ceci est d'autant plus significatif que la majeure partie des auditeurs connaît, depuis de nombreuses années, un chômage épuisant.

Remercions ici tous ceux qui nous ont aidés dans notre tâche et particulièrement la direction de la « Frat », qui nous a sympathiquement pour notre œuvre de solidarité.

#### TROYES

Une foule considérable se pressait dans la vaste salle Jean-Jaurès, où avait lieu notre projection.

Huart fit un tableau précis et complet de l'évolution du fascisme et de l'esprit fasciste. Il démontra combien l'indifférence populaire et surtout l'incompréhension des chefs favorisent l'extension de ces méthodes de gouvernement. Après avoir décrit la situation en Espagne, il termina en expliquant le rôle de S. I. A. et son œuvre de solidarité.

Cet exposé obtint une approbation magnifique.

Les films furent également très goûtés. La section S. I. A. troysienne a fait une bonne provision d'optimisme et nous sommes certains qu'elle saura recueillir les fruits de la magnifique soirée du 23.

Le VERT-GALANT, mardi 15 mars, à 20 h. 30, salle du Cinéma du Vert-Galant.

BLANC-MESNIL, mercredi 9 mars, à 20 h. 30, Cinéma-Palace, rue Pierre-Curie.

BEZONS, vendredi 4 mars, à 21 heures, salle du Trianon, Rampe du Pont. Orateur : Lucien Huart.

CRETEIL, samedi 5 mars, à 20 h. 30, salle Carrière, place de l'Eglise. Orateur : Lucien Huart.

### Réunions et Permanences de la S.I.A.

XX<sup>e</sup> ET XII<sup>e</sup>. — Notre section avait organisé le 25 février une assemblée générale qui a obtenu un légitime succès.

Nous avons été heureux d'y rencontrer de nouveaux concours qui se sont engagés à appuyer nos efforts pour intensifier la propagande dans nos arrondissements.

Tous les camarades présents ont été d'accord pour reconnaître que la solidarité devait s'exercer par-dessus les tendances à toutes les victimes du fascisme et ont condamné les pratiques sectaires d'organismes dits de solidarité qui se servent d'une étiquette pour en faire un tremplin politique.

A l'issue de cette réunion de nombreuses cartes ont été prises, ainsi qu'un important matériel de propagande, qui contribuera heureusement à développer l'action si nécessaire de secours qui s'impose à tous les antifascistes.

BACQUOLET. — Réunion générale de la section, mardi 4 mars, à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Roche.

LE VERT-GALANT. — Une soirée cinématographique avec cinq films antifascistes, mardi 16 mars, à 20 h. 30, salle du Cinéma du Vert-Galant (S. et O.).

A cette occasion des cartes d'adhésion seront à la disposition du public au Japon Interlocal, salle Pradal, 96, avenue Karl-Marx, au Vert-Galant. En outre, une permanence sera assurée, Café du Cinéma, proche du lieu où se tiendra notre séance filmée.

(Lire la suite à côté)

## Une œuvre, une lutte prolétariennes

On peut adhérer à la Solidarité Internationale Antifasciste, quelle que soit sa tendance dans le mouvement ouvrier, quelle que soit l'école politique ou philosophique dont on se réclame.

Mais l'adhésion est subordonnée à une condition essentielle : placer l'esprit de classe, la fidélité au prolétariat international au-dessus de toute autre considération.

C'est à la lumière de cette affirmation que s'éclaircissent les trois termes de notre titre.

**Solidarité !** Le mot est essentiellement ouvrier, car c'est par la solidarité que la classe ouvrière s'est constituée, a pris conscience de sa force, de son mouvement, de sa mission. Le privilège et la charité, la protection du faible par le fort marquent la société féodale.

L'individualisme, la concurrence, la lutte pour la vie marquent la société bourgeoise.

C'est par la solidarité de tous ses membres que le prolétariat a opposé l'égalité au privilège, la fraternité sociale à l'égoïsme déchaîné. C'est par la solidarité qu'il a conquis ses libertés. Ce n'est que par la solidarité qu'il peut vaincre.

Solidarité qui, n'étant pas liée à une préférence idéologique ou morale, unit tous les membres de la classe ouvrière, sans aucune distinction. Je ne suis pas seulement solidaire du militant qui mène le même combat que moi, que j'ai choisi comme compagnon, comme frère d'armes, à qui je suis lié par des affinités puissantes. Car, ma solidarité ne se distingue fondamentalement pas des relations ordinaires entre associés volontaires et libres, elle serait l'effet d'un choix. La solidarité ouvrière ne dépend pas de ma volonté, elle est déterminée par ma position sociale, par une fatalité que je ne puis méconnaître, mais qui n'en existe pas moins.

Je suis le frère de l'ouvrier le plus éloigné de moi par son pays, sa langue, ses coutumes, son métier, ses idées. Et si je ne suis pas assez sensible et assez intelligent pour le comprendre et l'aimer, il n'en reste pas moins qu'il y a entre ses luttes et les miennes, ses souffrances et les miennes, ses espoirs et les miens, une interdépendance souveraine.

**Internationale !** Le mot a-t-il encore un sens aujourd'hui, cependant que les prolétariats des divers pays semblent liés, par ceux qui les guident, aux nationalismes les plus bornés et les plus violents.

Et pourtant, n'est-ce pas tout simplement, sans effort, sans action des idéologues, par leur mouvement spontané, que les ouvriers réunis à Londres en 1864 se groupèrent en une association qui fut internationale à sa naissance même.

On n'insiste jamais sur le fait que l'internationalisme s'est réalisé, avant même que les doctrines aient pu le justifier, et qu'il est l'œuvre d'ouvriers en lutte dans une rude intranquillité de classe. Tout naturellement, l'ouvrier retrouvait la formule de Voltaire, et se posait en citoyen du monde, fidèle aux vraies traditions françaises en méprisant le nationalisme et même le national. Lorsqu'on incorpore le prolétariat dans un quelconque « rassemblement national », on lui fait perdre non seulement toute son indépendance, mais encore toute son originalité !

**Antifasciste ?** C'est encore, quoi que l'on puisse prétendre, en demeurant sur le terrain de classes que nous donnerons à notre antifascisme toute sa valeur et toute son efficacité.

Le fascisme, c'est essentiellement la confusion des classes, le nationalisme porté au paroxysme, la subordination de toute activité libre aux nécessités de l'Etat, c'est la lutte sans armée encadrée par une phalange disciplinée, les idées soumises aux lois d'ordre, les consciences soumises aux consignes.

Le prolétariat ne peut se réaliser pleinement que par la lutte de classes, il doit briser les cadres nationaux, il entend maintenir ses organisations libres et garder la libre disposition de ses mouvements, il veut former une classe sachant ce qu'elle est et ce qu'elle veut ; sûr de son avenir, il ne craint pas la libre manifestation des idées, et s'enrichit du libre développement des consciences.

Historiquement, le fascisme est la réaction des divisions et des défaites ouvrières. Il n'a pu triompher que par l'isolement et le désarmement de la classe ouvrière. Il est la dernière arme d'une bourgeoisie décadente, qui n'espère plus qu'en la violence pour conserver, sinon tous ses profits, du moins ses conquêtes et ses privilèges.

Le prolétariat est donc essentiellement antifasciste. Il est l'antithèse du fascisme. Il est la seule classe sociale qui a tout à y perdre et rien à y gagner. Mais les éléments du fascisme, tels que nous avons tenté de les définir, peuvent exister, sans que

le régime soit devenu totalitaire. Notre vigilance s'efforcera de les déceler et de les combattre, même lorsqu'ils apparaîtront dans nos groupements, et dans l'esprit de nos meilleurs amis.

C'est parce que nous sommes tous animés par l'esprit prolétarien que nous pouvons, sans risques, opposer nos interprétations de la situation et nos conceptions de la tactique.

Quand nous pensons à l'Espagne, nous n'avons pas besoin de nous hypnotiser sur la frontière des Pyrénées et de nous exciter pour la sécurité de la France. Nous sommes tout naturellement avec les ouvriers espagnols, soutenant leur gouvernement régulier, comme nous serions demain avec les ouvriers italiens dressés contre leur gouvernement régulier.

Nous n'avons pas besoin, pour organiser notre effort de solidarité, de nous appuyer sur le Droit international. Nous pensons qu'il faut tout entreprendre, tout ce qui est possible, pour aider les révolutionnaires espagnols.

On reproche à quelques-uns d'entre nous d'avoir approuvé la politique de non-intervention, d'avoir même souhaité la fin rapide de la guerre espagnole. C'est parce que nous voulons et ce n'est pas notre faute, si l'on n'a pas su ou pas voulu rendre cette politique efficace, écartant les nations européennes du champ de bataille espagnole, éviter que la guerre de classe d'Espagne ne se prolonge en conflit international, que les impérialistes utilisent à leurs fins l'héroïsme de nos admirables camarades.

Nous avons le droit aujourd'hui de déplorer les excès du militarisme et les exigences d'un parti, dont les actions sont déterminées par les volontés d'un gouvernement. Ce que nous voulons préciser en Espagne, c'est l'effort social accompli sous la direction des organisations syndicales, ce sont les promesses de libération ouvrière, c'est la tendance vers le socialisme (au sens le plus large du mot).

Et c'est encore notre esprit prolétarien qui nous mène, lorsque nous intervenons en faveur des antifascistes poursuivis par le Gouvernement de Barcelone. Nous ne prenons pas parti. Nous voulons même ignorer les antagonismes actuels, mais nous ne pouvons accepter sans réaction, sans surprise émue, les accusations infamantes portées contre les premiers défenseurs de la République espagnole. D'aucuns se gargarisent de tirades héroïques sur les nécessités révolutionnaires, ils évoquent les souvenirs de la Convention et de la Terreur. Il y aurait beaucoup à dire sur le rapprochement que l'on tente ainsi : la Terreur, en 1793, avait une signification sociale que l'on oublie facilement. Mais le plus ardent défenseur de Robespierre, l'historien Albert Mathiez n'a pas manqué de souligner, qu'en devenant la chose d'une minorité de plus en plus réduite, le Gouvernement révolutionnaire perdait toute base solide, et qu'il put être renversé, sans réaction efficace dans le pays. En mutilant ses minorités ouvrières, la République espagnole favorise ses ennemis du dehors et ses profiteurs du dedans.

Notre adhésion à la Solidarité Internationale Antifasciste exprime notre espoir de voir la classe ouvrière s'unir en se distinguant des autres classes, s'opposer victorieusement à tout ce qui veut la mutiler, la brimer ou la militariser. Mais cette adhésion implique à l'égard du prolétariat espagnol des devoirs précis et multiples.

Le plus urgent, c'est sans doute de participer sérieusement au ravaillement des combattants et de leurs familles, de soulager toutes les misères que la guerre provoque et entretient. Et si nous sommes confiants dans l'issue de la lutte engagée là-bas, c'est sans doute parce que nous apprécions l'effort d'organisation militaire improvisé en quelques mois, mais c'est aussi parce que nous connaissons et admirons l'admirable spontanéité d'un prolétariat dont les plus durs épreuves n'ont pas abattu la fierté !

Roger HAGNAUER.

### Réunions et Permanences de la S.I.A.

(Suite)

MARSEILLE-DOIMOIS. — Permanence tous les soirs de 17 h. 30 à 19 h. 30, au bar Tominus.

SAINT-ETIENNE. — S. I. A. a pris pied dans la Loire. Après St-Chamond, Terrenoire vient de monter une forte section locale. Saint-Etienne après un départ laborieux, commence à se ressaisir et se renforce de jour en jour. Le noyau qui l'anime est bien décidé à employer tous ses efforts pour réaliser le maximum de solidarité que nous devons à nos frères en péril. C'est pour envisager notre tâche dans les meilleures conditions qu'une assemblée générale aura lieu vendredi 4 mars à 19 h. 30, salle 30, Bourse du Travail, avec le concours des camarades Caillat, Duperray et Lavorel. Tous nos adhérents se feront un devoir d'y assister.

NOUEN. — Permanence les lundi, mercredi et vendredi, 27, rue Fontenelle de 18 h. 30 à 20 h. 30.

## Solidarité Internationale Antifasciste

### POUR RENFORCER LA SOLIDARITE

### POUR SAUVER LES VICTIMES DU FASCISME

Vous vous ferez un devoir d'assister à notre

## Soirée récréative

qui aura lieu

Vendredi 18 Mars 1938, à 20 h. 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor, 24

et où prêteront leur concours gracieux les meilleures vedettes du Théâtre, de la Chanson et de la Fantaisie.

PRIX D'ENTREE : 7 francs

ENFANTS : 4 francs

## La souscription de la S.I.A.

Liste n° 134, versée par Crosnier, 53 fr. ; liste 700, v. par Lefebvre, 5 fr. ; liste 2.338 (Imprimerie Moderne, Montrouge), v. par M. Germain, 30 fr. ; liste 1.432, 17 fr. ; liste 1.308, v. par Tranchesi, 85 fr. ; liste 1.695, v. par Falté, 90 fr. ; liste 737, v. par Moreau, 37 fr. ; liste 2.141, v. par Barquero, 3 fr. ; liste 414, v. par Mignot R. ; liste 413, v. par Chazenoix, 25 fr. ; liste 2.524 (Siège), 62 fr. ; liste 1.001, v. par Longueville, 32 fr. ; liste 2.533, v. par Pascual, 87 fr. ;

Dossignès, 50 fr. ; Cappaïn, à Liège, 311 fr. ; Benjamin Clément, 50 fr. ; Mme Rambourg, 50 fr. ; Grumberg, 10 fr. ; Mme Pouillard, 30 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; liste 299, versée par Pouget, 41 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; Mme Arnaud, 10 fr. ; François, 150 fr. ; quelques Syndicats du Havre, 7.300 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; Ass. Parisienne Anciens Combattants, 82 fr. ; Candela, 120 fr. ; Roux, 20 fr. ; Mme Dubois, 20 fr. ; Mme Robert, 10 fr. ; liste 2.531, versée par Pascual, 67 fr. ; liste 527, v. par Martini, 56 fr. ; liste 328, v. par Martini, 76 fr. ; liste 772 (Hispano), v. par Brion, 42 fr. ; liste 1.470, v. par Buissart, 22 fr. ; liste 1.340, v. par Chailot, 42 fr. ; liste 86, v. par Piatte, 70 fr. ; liste 1.326, v. par Vallet, 2 fr. ; liste 165, v. par Repon, 167 fr. ; liste 761, v. par Briand, 67 fr. ; liste 1.153, v. par Favre, 32 fr. ; liste 1.152, v. par Cosmofroy, 30 fr. ; liste 984, v. par Mahé, 40 fr. ; liste 1.329, v. par Brun, 30 fr. ;

Liste n° 1.859, versée par Louis, 3 fr. ; liste 704 (Kriegler), v. par Guiraud P. ; liste 1.019, v. par Bethuel, 30 fr. ; liste 580, v. par Arnoux, 140 fr. ; liste 2.389, v. par M. Jout, 53 fr. ; liste 1.909, v. par Appert, 41 fr. ; liste 1.437, v. par Casani Germaine, 108 fr. ; liste 2.057 (Panhard), 47 fr. ; liste n° 418, versée par Barrot, 15 fr. ; liste 1.790, v. par Fays, 165 fr. ; liste 1.387 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 24 fr. ; liste 1.233, v. par Lova, 190 fr. ; liste 1.941 (A.O.I.P.), v. par Grenier, 155 fr. ; liste 1.970 (A.O.I.P.), v. par Grenier, 145 fr. ; liste 136, v. par Mary Léon, 25 fr. ; liste 794, v. par Capriotti, 78 fr. ; liste 2.509, v. par Baurier, 40 fr. ; liste 2.327, v. par H. Lemoine, 56 fr. ; liste 1.817, v. par J. Gabel, 47 fr. ; liste 2.326, v. par François Achille, 34 fr. ; liste 436, v. par Pelicot, 60 fr. ; liste 1.473 (Maison Picard), versée par Saint-Saëns, 111 fr. ; liste 1.057, v. par A. Domenech, 180 fr. ; liste 2.443, v. par Martin Lazaro, 68 fr. ; liste 2.514 (Sauter-Parié), v. par Crinières, 46 fr. ; liste 59, v. par Erdrac, 81 fr. ; liste 533, v. par Piatte, 72 fr. ; liste 2.357, v. par Prin, 143 fr. ; liste 80 (Rosegar), v. par Jurquet, 58 fr. ; liste 62 (T.C.R.P.), v. par Durand, 42 fr. ; liste 785, v. par Martinez Pedro, 110 fr. ; liste 1.008, v. par Guillerm, 67 fr. ;

Liste n° 606, versée par Auffredou, 120 fr. ; liste 2.375 (Métro-Pompe), v. par Minnie, 145 fr. ; liste 1.875, v. par Meloni, 38 fr. ; liste 1.931, v. par Appert, 41 fr. ; liste 2.198 (Gnome et Rhône-Kellermann), v. par Potevin, 26 fr. ; liste 1.994, v. par Mazalagüe, 136 fr. ; liste 2.293, v. par Huss M., 50 fr. ; liste 2.317, v. par Thumelle, 52 fr. ; liste 348, v. par Lavin, 27 fr. ; liste 2.321 (Travailleurs Municipaux), v. par Bournez, 32 fr. ;

Liste n° 180, versée par Ginzanez, 150 fr. ; liste 398, v. par Bouché, 34 fr. ; liste 367, v. par Bouché, 76 fr. ; liste 2.836, v. par Gillard, 174 fr. ; liste 823, v. par Mitzel, 55 fr. ; liste 64 (T.C.R.P.), v. par Froget, 160 fr. ; liste 2.203 (Gnome et Rhône), v. par Roche, 125 fr. ; liste 2.206 (Gnome et Rhône), v. par Laine, 100 fr. ; liste 1.616, v. par Lagarde, 50 fr. ; liste n° 2.111 (Maison Bonnet), versée par Rognié, 151 fr. ; liste 69, v. par Lefebvre, 47 fr. ; liste 73, v. par Guillerm, 21 fr. ; liste 66, v. par Demangeat, 90 fr. ; liste 71, v. par Simon, 41 fr. ; liste 2.631 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 25 fr. ; liste 2.656, v. par Pacaud, 81 fr. ; liste 2.655, v. par Pacaud, 83 fr. ; liste 2.630, v. par Millier, 180 fr. ; liste 2.348, v. par Pazel, 197 fr. ; liste 1.635, v. par Kérel, 66 fr. ; liste 1.986, v. par Garnier, 143 fr. ; liste 1.461, v. par Gatinois, 8 fr. ;

Liste n° 81, versée par Rochatto, 30 fr. ; liste 2.388, v. par Gossé, 79 fr. ; liste 1.141, v. par Tessier, 56 fr. ; liste 2.644, v. par Martin Lazaro, 84 fr. ; liste 1.643, v. par Langillière, 17 fr. ; liste 2.058 (Panhard-Levasseur), 53 fr. ; liste 1.328, v. par Cosquer, 7 fr. ; liste 764, v. par Chinal, 57 fr. ; liste 1.188, v. par Philippe, 43 fr. ; liste 1.584, v. par Tilar, 10 fr. ; liste 121, v. par Haendy, 42 fr. ; liste 2.536 (Section

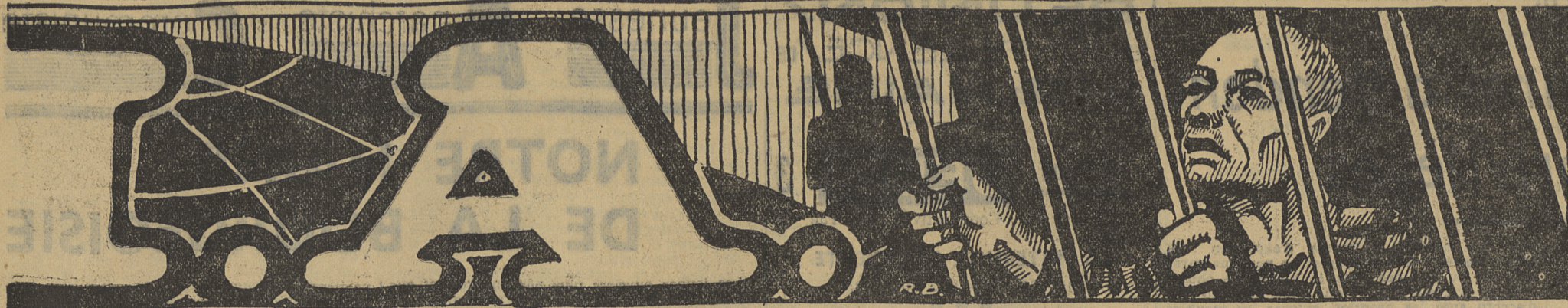
Dognies) v. par Lozano, 316 fr. ; liste 1.734, v. par Touchard, 40 fr. ; Collecte (Boule Rouge), 50 fr. ; Jésus Alonso, 25 fr. ; Pascual Blasco, 16 fr. ; Julio Sanchez, 16 fr. ; Manuel Serrano, 30 fr. ; Verlat Georges, 36 fr. ; Tuson Anatorio, 15 fr. ; Guilleu, 50 fr. ; Sechan, 20 fr. ; Comité Antifasciste à Carpentras, 100 fr. ; Benetier Garnier, 10 fr. ; Hespel, 10 fr. ; La Visage, 20 fr. ; Bieth, 20 fr. ; liste 633, versée par Planzer, 220 fr. ; liste 585, v. par Planzer, 35 fr. ; Nicaise, 50 fr. ; Passeron, 26 fr. ; bénéfice de trois conférences Sébastien Faure, versé par S. Faure, 242 fr. 50 ; souscription versée par Eugène Raymond, 60 fr. ; Buatois, 100 fr. ; Lianso, 10 fr. ; Nicolas José, 30 fr. ; R. Meunier, 15 fr. ; collecte à Savigny-sur-Orge, v. par Michel, 111 fr. 65 ; Collecte réunion Union Anarchiste à Surènes, 35 fr. 95 ; Grumberg, 13 fr. ; collecte conférence Follémeyer, Calvay (Section L.I.C.P.), versée par Laures, 50 fr. ; Mlle Tullery, 5 fr. ; Guilbert, 20 fr. ; Rebry, 10 fr. ; Dely, à Dax, 250 fr. ; Salvat, 100 fr. ; M. Carnel, 20 fr. ; Perrin, 10 fr. ; Syndicat des Artistes Peintres Professionnels, v. par Cernignani, 50 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; correcteurs « Paris-Midi » et « Paris-Soir », 205 fr. ; Subias, 25 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; souscription Chausson-Meudon, v. par Vénier, 150 fr. ; Mme Parnel, 200 fr. ;

Mathieu Jeanne, 22 fr. ; Imbs, 100 fr. ; Candela, 140 fr. ; liste 2.424, versée par Touchard, 40 fr. ; liste 2.301, v. par Touchard, 50 fr. ; liste 1.969, v. par Corne, 83 fr. ; liste 2.532 (Section d'Ivry), 50 fr. ; liste 1.977, v. par Mouren, 81 fr. ; liste 2.779, v. par M. Jout, 53 fr. ; liste 740, v. par Lova, 255 fr. ; liste 996 (sommes reçues au Siège), 907 fr. ; liste 774 (A.O.I.P.), v. par Grenier, 133 fr. ; liste 1.570 (A.O.I.P.), v. par Grenier, 167 fr. ; liste 579, v. par Prevotau, 30 fr. ;

Liste n° 2.207, versée par Bagousse, 128 fr. ; liste 63 (T.C.R.P.), v. par Durand, 26 fr. 50 ; correcteurs « Paris-Soir » et « Paris-Midi », versée par Ander, 205 fr. ; liste 2.749 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 25 fr. ; liste 2.550, v. par Bosquet-Couturier, 53 fr. ; liste 2.164, v. par Léger, 5 fr. ; liste 2.677 (Métro-Pompe), v. par Mille, 153 fr. ; liste 1.638, v. par Le Moullec, 34 fr. ; liste 204, v. par Marguerite (Section de Marseille), 144 fr. ; liste 196 (Section de Marseille), v. par Lacin, 75 fr. ; liste 2.432, v. par Wiart Ch., 100 fr. ;

Liste n° 2.670, versée par Follémeyer, 102.50 ; liste 1.418, versée par Prin, 74 fr. ; liste 2.676, versée par Prin, 114 fr. ; liste 2.664, versée par Prin, 219 fr. ; liste 2.485 (Hispano), versée par Loison, 264.50 ; liste 1.295 (Hispano), versée par Loison, 206 fr. ; liste 1.599 (Hispano), versée par Loison, 165 fr. ; liste 2.759, versée par Piatte, 23 fr. ; liste 1.669, versée par Joulleff, 20 fr. ; liste 1.620 (Clicherie Intrant), versée par Marc, 420 fr. ; liste 40, versée par Caillat, 23 fr. ; liste 589, versée par Villain, 68 francs.





Los banqueros ingleses apoyan a Franco.

Pero la libertad venció a la reacción en otras ocasiones.

¡ Arriba todos !  
¡ A vencer !

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

## Los actos de la S.I.A.

Conviene subrayar los óptimos resultados que la S.I.A. está obteniendo en la campaña que ha emprendido a través de Francia. En los pocos meses que lleva de existencia, nuestra organización ha conseguido una extensión y una influencia que asombran.

En efecto, el resultado obtenido en el mitin de Japy no puede sino sorprender, y casi dejar atónitos a mucha gente. Compañeros que han estado ausentes de París y que han asistido al mismo, nos han expresado su sorpresa de que se haya podido lograr estos resultados.

Pero no es solamente en el mitin de Japy donde se ven los resultados. Es en todas partes donde se organiza un acto, con algún sentido de lo que esto supone, desde luego. El camarada Huart, que acaba de efectuar otra gira de propaganda a través de Francia, nos ha manifestado su satisfacción por el público que ha encontrado en todas partes.

Y no solamente por la cantidad de público, sino por el entusiasmo que demostraba. Es posible hacer vibrar los sentimientos del pueblo francés en favor de España. Lo que se precisa es trabajar honradamente, es no hacer de estos sentimientos plataformas de política partidista. Y como se comprende que precisamente esto no tiene lugar en la S.I.A., el público aplaude, y está de acuerdo con nuestra labor.

En todas las ciudades donde los miembros de la S.I.A. han estado, las conferencias, las veladas se organizan, tenemos éxito. S.I.A. ha sacudido el letargo, la pereza de mucha gente. Y seguirá sacudiéndolos.

El combate por España se desarrolla bien por nuestra parte, dentro de la esfera de acción que nos toca y teniendo en cuenta las circunstancias en que nos encontramos. Si todas las entidades,

todos los individuos que tienen interés en que el fascismo no triunfe obrarán como nosotros y con el mismo rendimiento, la victoria estaría asegurada en España.

Estamos satisfechos. Pero a pesar de todo no es bastante. Queremos más. Queremos desarrollar nuestra fuerza. Queremos multiplicar el número de actos. Queremos que venga a ellos más público. Queremos pegar más carteles, distribuir más manifiestos. Queremos despertar a más gente. Queremos movilizar a mayor número de hombres y de mujeres para la agitación en favor de España. Queremos más socios también, aunque diariamente vengamos nuevos pedidos de tarjetas y de sellos.

Estamos satisfechos y no lo estamos. No lo estamos por completo, porque sabemos la inmensidad del esfuerzo que debe hacerse, y que si bien lo logrado es ya mucho, resulta poco al lado de lo que las circunstancias reclaman.

Todo es relativo, menos la muerte. Nuestro éxito, visto desde el plano de la inexistencia nuestra, de la nada, es enorme. Visto desde el plano de lo que espera la España antifascista, es aun poco.

Trabajemos para que sea mayor.

## Pedid material

Redoblemos de energía. Para la S.I.A., para la lucha contra el fascismo.

Para ayudar a los que hacen valerosamente frente a las acometidas fascistas en el frente de Teruel.

Cuando tantos hombres mueren, sufren, conocen la desesperación de no poder aguantar como quisieran, debemos respaldarlos.

Debemos acudir en su auxilio.

S.I.A., S.I.A., S.I.A. !

Que es como decir : Apoye creciente y efectivo a nuestros combatientes !

## La voz de la conciencia

Sabiendo la necesidad de unir nuestras fuerzas para vencer la horda fascista, y de crear una organización como la S.I.A. la cual está limpia de toda política partidista, nuestro Comité ha hecho venir docenas de tarjetas de adhesión y las ha repartido con resultados satisfactorios.

Ha quedado constituida una comarca que abarca los siguientes pueblos : La Bouilladisse, Peyrin, Auberge-Neuve, La Destrousse, Cadolive, Saint-Savournin, y Grèzeque. Contamos que esta federación se ampliará en breve, debido al buen efecto que ha causado entre todos los obreros de todas las tendencias que tienen un poco de corazón y sentido común.

Dado lo necesario de nuestra ayuda para la España antifascista, este Comité invita a todos los explotados sin distinción alguna de nacionalidad a sumarse a sus filas.

Os decimos que hay que escuchar la voz de la propia conciencia. Esta voz es la que nos recuerda a aquellos españoles mártires que están arriesgando su vida ante las armas de Italia, de Alemania y de la España fascista, que tienen las carnes laceradas por el frío, y que carecen de alimentos.

Esa voz os dirá que en España, pasando necesidades miles, van a morir voluntariamente esos hermanos nuestros y vuestros, que tienen sin embargo el mismo derecho a gozar de la vida que vosotros.

Os dirá que esos hermanos tienen padres, que los quieren como vosotros queréis a vuestros hijos, y que al perderlos sufren en el corazón un vacío que nunca llenarán, un dolor que será eterno.

Os dirá que esos combatientes que sacrifican su vida piensan en sus hijos de corta edad, saben que ellos tienen madres y las madres no pueden, con caricias, taparles la boca falta de pan.

Vosotros y vosotras que tenéis hijos ! Suponedlos, sea muriendo bajo el fuego y de la metralla fascista, sea pidiéndolos un pan que habéis de negarlos a la fuerza. Pensad un momento en todas esas realidades, y decidnos si no es posible desprenderse de algún franco para mitigar tanto dolor.

¡ Camaradas, un franco en Francia tiene poco valor ! ¿ Quién no lo gasta todas las semanas en algo superfluo ?

Cuando lo gastéis, recordad a aquellos milicianos que a veces mueren a millares en un día para nuestra libertad, recordad a los niños que por decenas de miles han quedado sin padres, sin ropa para taparse y sin pan para alimentarse. Recordad que el franco mal gastado serviría para trocar en sonrisas el llanto de algún niño que sufre hambre en España.

Todo hombre, toda mujer, que tiene de humano algo más que el rostro, tiene el

deber de sumarse al sacrificio heroico de nuestros hermanos de España.

Los españoles que vivimos en el extranjero tenemos este deber. Primero, por ser españoles, segundo porque tuvimos que emigrar de nuestro país, acorados por la miseria o por la persecución.

Solidaridad Internacional Antifascista os llama. En ella caben todas las personas de humanos sentimientos, cualquiera que sea su ideología. Acudid a ella, que con el franco que deis ayudaréis a cubrir en España muchas necesidades que ahora están desatendidas.

S.I.A. no pide, no exige otra cosa que ayudar a nuestros hermanos de España a cortar para siempre las cadenas de la opresión que tanto tiempo ha lacerado nuestras carnes.

Oigamos la voz de la conciencia, y cumpliremos con nuestro deber de hombres y de antifascistas.

Si no cumplimos con nuestro deber, seremos dignos de sufrir la vida de esclavos que el criminal Franco nos prepara.

Federación de Comités españoles de La Bouilladisse.

Esta carta que escribo, creo que la habría firmado lo mismo el compañero Angel Pestaña, fundador de nuestro partido y que fue nuestro guía hasta su muerte que tanto es de lamentar.

Y digo que él la habría firmado, porque siempre, desde el principio de la lucha actual contra el fascismo, se esforzó por conseguir que las fracciones antifascistas se respetaran, se comportaran noblemente, y que ninguna perjudicara a las otras. Pocos han tenido como él la sensación de que la colaboración leal entre todos era necesaria, y que debíamos constituir una familia en la cual todos los miembros colaborasen noblemente.

Siendo así, y compartiendo yo este criterio, lo mismo que tantos miembros del Partido Sindicalista, ¿ cómo habríamos de ver con malos ojos esta organización de la Solidaridad Internacional Antifascista, que tiene por objeto materializar lo que siempre hemos creído necesario ?

La unión entre todos los antifascistas es necesaria siempre, en la victoria como en los momentos malos.

Atravesamos una época de optimismo. En esta última temporada hemos logrado avanzar sobre el enemigo, y esto nos da la esperanza de que reconquistaremos a España. Supongamos que así ocurra. En tal caso, Es-

## ¡ El fascismo no debe vencer !

En su reciente discurso, Hitler ha dicho que quería asegurar, con Mussolini, la « independencia de la España nacionalista ». ¿ Qué significa esto ? Significa que está dispuesto a que toda España sea nacionalista. Después de lo cual, no intervendrá violentamente en ella.

Esto se explica. No intervendrá porque ya estará toda ella en manos de agentes suyos, nacidos o no en nuestro país. Es como las naciones coloniales, que no intervienen ya violentamente en sus colonias... porque están establecidas en ellas.

En este caso, el asunto sería peor, porque aun, las colonias están sometidas a la fuerza la mayor parte de las veces, mientras ahora, es un pretendido jefe de Estado que entrega su propio país.

Y lo entrega, no sin duda por el gusto de traicionarlo, sino por sus designios propios. Lo entrega porque es la sola manera de no ser vencido si se sirve de sus propias armas. Ha habido en la historia pocos ejemplos de esta clase.

Sabemos que los alemanes van a España a buscar hierro y cobre, plomo y mercurio. Sabemos que los italianos van a buscar hierro que no tienen y necesitan, y todas las demás mercancías que hacen falta a los alemanes. Es decir, que si España era ya antes un país pobre, y si el español uno de los habitantes de Europa más desgraciados, ¿ qué sería mañana la España de Franco ?

Dicen que Rossini, el gran compositor italiano, al encontrarse un día con un español, lo abrazó con efusión. Como lo preguntasen el motivo de este desbordamiento intempestivo, contestó que porque gracias a los españoles, Italia no era el furgón de cola del tren europeo.

Ahora, no ocurre probablemente lo mismo. Sabemos en qué situación se encuentra Italia. Es probable que, a pesar de todo, sea el furgón de cola, o en todo caso, España no le va en zaga. Pero, ¿ qué sucedería si los que intervienen en nuestro país lograsen sus propósitos ?

Entonces la suerte nuestra sería infinitamente peor que antes. Infinitamente peor, porque primero el fascismo aumenta rápidamente la miseria, aun cuando aumente la producción, porque el número enorme de parásitos que mantiene a costa de los trabajadores hace que queden para estos últimos muy poco que comer. Luego, porque además de la explotación nacional, tendríamos la internacional.

Y la internacional la tenemos ya bastante antes. Los capitales franceses, belgas, ingleses colocados en nuestro país son cuantiosos. Tan cuantiosos, que buena parte de los ferrocarriles, de los tranvías, de las fábricas, y la mitad de las minas — las mejores a menudo —, están en manos de capitalistas, empresas, accionistas de esas nacionalidades.

Todo esto será respetado por el fascismo, porque Inglaterra tiene medios para hacerse temer. De modo que España no dejará de seguir pagando tributo a sus acreedores o propietarios. Pero tendrá los nuevos. Tendrá a los

propietarios italianos y alemanes, que se agregarán a los primeros. Y ¿ queréis decirme qué quedará para nosotros ?

Porque, además, estará el problema de la reorganización del país, de las reparaciones de las regiones destruidas. Si nada ha quedado de Teruel, si Guernica ha sido arrasado, ¿ cuántas ciudades y aldeas han de sufrir todavía la misma suerte ! Y como los capitalistas españoles no invertirán con facilidad su capital — que ha quedado en parte destruido — en los empréstitos del Estado, lo harán los de la City Bank, y el viejo John Bull contribuirá a colonizarnos más que antes.

El porvenir que se abre ante el país sería tremendo, en caso de victoria de los fascistas. Por esto, incluso ciertos fascistas que creyeron hacer bien al principio cuando se pronunciaron por Franco, se arrepienten ahora.

Se arrepienten porque ven el dominio internacional aplastar al pueblo español y humillarlo como nunca lo fué. Si quiera la conquista árabe desarrolló la potencialidad económica de nuestro país en beneficio por igual de los invasores y de los indígenas. Pero ahora se trata de una colonización en regla. El pueblo quedaría sólo con la tierra mala para trabajar, al cincuenta por ciento con los caciques.

Y aun, hay motivo para preguntarse hasta qué punto tendría la tierra. Se sabe que en Andalucía Queipo de Llano ha instalado alemanes que le fueron enviados por Hitler que no podía darles de comer. ¿ Alemanes en Andalucía ! No queremos atacar en sí a la raza germánica, que tiene sus cualidades y sus defectos, como tenemos los nuestros. Pero ¿ a quién se le ocurre querer mezclar dos razas tan distintas ? Lo mismo sería si mandáramos andaluces a Alemania.

Pero el hecho queda. Los alemanes han sido enviados. Sabemos que no hay en el régimen actual, que el fascismo español no destruye, bastante tierra para nuestros campesinos. Allí está la emigración para probarlo. El problema sólo podía resolverse con la expropiación a que se ha procedido en la España antifascista. Como no se hace, ¿ qué situación será la nuestra ?

¡ Pobre España si vence el fascismo ! Es por esto que debemos procurar, por todos los medios, triunfar sobre la bestia apocalíptica que se ha abatido sobre ella. El fascismo no debe pasar. El fascismo no debe vencer. Tenemos ya bastante con los explotadores tradicionales de nuestros países, explotadores a los que no destruyen los invasores. El cacique es respetado, el capitalista español también. Si a estos se añaden otros, si hemos de pagar más caro mañana el hierro y el cobre por la competencia que se nos haga, si nuestras aduanas han de estar a merced de otros países que pretenderán salvar su situación a costa nuestra, serán decenios y decenios de miseria, de opresión que nos esperan. Veríamos aparecer la situación que conocimos cuando Felipe II.

Evitémosla a todo trance.

D<sup>e</sup> Pablo TENAZ.

## Carta de un sindicalista

pañía quedará en gran parte deshecha. Habremos de trabajar enormemente para reconstruirla. Serán necesarios sacrificios sin cuento. Y si frente a estas dificultades se eleva la discordia de los partidos, ¿ qué duda cabe de que la reconstrucción se hará mucho más difícil y que nos encontraremos con un serio obstáculo a nuestro propio destino ?

Solidaridad durante la guerra como después de la guerra, si no queremos mañana malograr el fruto de la victoria. Pero quiero suponer lo peor. Quiero suponer que las cosas vayan mal, que el fascismo logre aumentar sus ventajas. Es doloroso hacer tal suposición, pero no totalmente desahogada. En tal caso, la unión es más necesaria aún. Hay que constituir un solo haz y luchar firmemente, todos unidos.

Es por esto que, de todos modos, la S.I.A. responde a los deseos de todos los verdaderos antifascistas, y que podemos adherirnos a ella con tal de ser solamente decididos enemigos

de los propósitos de Franco, de Hitler y de Mussolini.

Somos pues un número bastante grande de compañeros de mi partido que hemos adherido a esta institución, y deseo que todos hagan lo mismo que nosotros. Si, desde los primeros tiempos de la guerra, se hubiese pensado en organizar esta comunión de esfuerzos, de espíritu y de sentimientos, habríamos podido tal vez evitar hechos dolorosos que se han producido, y que dan lugar hoy a una represión que, como sindicalistas, no podemos admitir.

Lo hermoso de la S.I.A. es que comprende el antifascismo bajo su aspecto general y popular, proletario, de modo que todos los trabajadores, todos los campesinos, todos los que sienten la causa de los mismos sinceramente, están a sus anchas en ella.

Además, la obra que internacionalmente se hace beneficia nuestra lucha. Adelante pues, compañeros de la S.I.A., y especialmente los de las naciones extranjeras, que disponen de más recursos que nosotros para que su esfuerzo material surta efectos ! Por la victoria contra el fascismo y por la emancipación de los trabajadores !

Pedro Alcalá,  
Alcoy — enero de 1938

## A todos los trabajadores antifascistas

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA es un organismo creado para intensificar y hacer efectiva la solidaridad, el apoyo moral y material entre los antifascistas de todo el mundo.

SOLIDARIDAD para tender la mano amiga y generosa al compañero caído. Solidaridad para acudir en auxilio de las víctimas, de los seres desamparados, de todos aquellos que han sufrido el rudo golpe del fascismo criminal.

La agresión reaccionaria, encarnada en el fascismo, se hace cada vez más dura y horrorosa. No hay piedad ni compasión para las mujeres, niños y ancianos. La guerra impuesta es despiadada y cruel y sus consecuencias repercuten en todos los órdenes de la vida.

Es en este momento, pues, un deber, una obligación practicar el principio de solidaridad.

A eso viene la S.I.A., a practicarla decididamente, intensamente, hasta el límite de que sean capaces de llevarla a cabo todos los hombres.

Solidaridad alejada de todo sectarismo y de toda política. Solidaridad que mueva las fibras sensibles del ser humano al contemplar el dolor con su trágica desnudez. Solidaridad que es sensibilidad y bondad, sin etiquetas ni plataformas partidistas. La solidaridad no entiende de estas cosas, la mano se tiende fraternal para la víctima sin que deba importarnos su filiación sindical ni política. Víctimas antifascistas. Para ellas todo nuestro apoyo desinteresado y humanitario.

Para llevar a cabo esta obra sen-

timental la S.I.A. necesita de vosotros trabajadores todos. De vosotros que sois el nervio de la vida. De vosotros que unís el sufrimiento, la bondad y el cariño amasados en la lucha diaria por la existencia.

La S.I.A. viene a cumplir esta misión altísima. Fraternidad, solidaridad, apoyo mutuo. En el taller, en la fábrica, en la oficina, debéis proclamar estos tres lemas para que se fundan en el crisol del sentimiento.

S.I.A. llevará su ideario a través de la fronteras, recorrerá el mundo amasado por la bestia negra. S.I.A. tiene como hermanos a todos los hombres que luchan contra la tiranía en defensa de la libertad de los pueblos.

CAMARADA trabajador, obreros del músculo y de la inteligencia : dad a conocer en vuestros sitios de trabajo el alcance de nuestra agrupación !

S.I.A. es un organismo de defensa, de apoyo, de solidaridad a todos los antifascistas del mundo.

S.I.A. cuidará de los niños y mujeres que han sufrido en sus deudos el zarpa de la fiera fascista.

S.I.A. mitigará el dolor de los que sufren y padecen.

¡ Trabajadores, hermanos, ingresad y haced que vuestros amigos ingresen hoy mismo en SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA !

Por el Consejo local de S.I.A. de Barcelona  
EL SECRETARIO.

## Entrevista en la embajada

El martes pasado, una delegación de la S.I.A. fué recibida por el embajador de España.

Dicha delegación estaba integrada por Jean Nocher, Louis Lecoin, Georges Pioch, Marceau Pivert, René Belin, Gaston Guiraud, y Grandjean, este último en representación del Comité de Vigilancia des intellectuels antifascistes.

El embajador escuchó con atención las palabras de los visitantes que expresaron su pesar de que hubiera en España presos antifascistas. En ningún momento negó el

hecho que la prensa de los persiguientes, de aquí y de allá se obstina en desmentir, afirmando según su costumbre que se trata de traidores, de espías, etc...

Declaró que avisaría al gobierno Negrín de la visita de nuestra delegación que va a realizar un acto grandioso en Barcelona, y a pedir al gobierno la amnistía para los presos antifascistas.

La delegación saldrá la semana próxima. En el próximo número, diremos a nuestros lectores quienes la compondrán.

## Notas desde España

### ANSIAS

Estamos ansiosos. Ansiosos de que vuelva pronto la primavera, el sol más cálido, la dulzura de la atmósfera.

Será el final del frío, que mucha falta nos hace. Hay desde luego días de sol en estos meses, y jamás sus rayos nos parecieran tan hermosos, tan alegres, tan deseables.

Es que las cosas se valorizan de acuerdo a la necesidad que de ellas se tiene. Creo que en economía esto entra en la fijación de los precios. Entra en realidad para todas las necesidades humanas. Donde hay agua abundante no le damos ningún valor. Pero donde escasea, nos parece un tesoro del que somos tan avaros que Eliseo Rectus pudo afirmar en su Geografía Universal, que ciertas casas de Aragón han sido construidas con argamasa hecha con vino, para ahorrarse el agua.

Ahora andamos escasos de calor artificial, y apreciamos más el calor natural. No niego que el invierno tenga su encanto, pero es sobre todo cuando se tiene ropa bien caliente, y los pies al amor de la lumbre, como ocurre a la mayoría de los poetas que lo cantan. Cuando, también, se tiene por dentro bastante combustible alimenticio para tener las calorías y las energías necesarias a fin de poder reaccionar contra los agentes externos con otra cosa que con la voluntad.

Porque comúnmente la voluntad depende también del estado físico en que nos encontramos. Es excepcional que tenga vida de por sí. En todo caso, hasta cuando esto último ocurre, es indudable que no viene mal un poco de combustible interno y externo.

En cuanto al combustible interno, ¿ con cuánta ansia miramos también llegar la primavera ! Porque, por lo menos, ella nos aportará la posibilidad de cosechar, en los campos del litoral cuyo clima mediterráneo es más suave, patatas y verduras, que tanta falta nos hacen.

Durante las épocas normales, comer patatas es un poco aburrido, porque los trabajadores las conocen demasiado, y todo cansa. Pero en estos momentos difíciles, las patatas nos gustan más que los pasteles antes. Y tal vez nos parecen mejores. El caso es que no nos cansáramos de comerlas.

Por esto, cuando pasamos por el Prat de Llobregat, miramos los brotes que apuntan de los campos, y alguna que otra flor blanca anunciadora de un fruto próximo. Dice la leyenda que un rey, para incitar a sus súbditos a comer patatas, llevó en el ojal la flor de las mismas.

A nosotros, hoy, estas flores nos parecen tan hermosas como las mismas rosas.

Antifascista.







## PARIS-BANLIEUE

## PARIS XI ET XII

Le groupe a envisagé, pour sa réunion publique mensuelle, comme causerie : La patrie, ce mensonge. Comme la religion, la patrie est l'opium du prolétariat.

Parents, qui envoyez vos enfants au confessionnal, dites aux Voltaire : « Qu'au confessionnal, les prêtres apprennent plus de sottises aux filles, que tous les gangsters du quartier ne pourraient leur en faire ». Il en est de même pour les politiciens qui font croire aux masses qu'elles ont une patrie. Au nom de celle-ci on leur fait commettre les crimes les plus atroces, on les fait participer à des massacres collectifs pour des intérêts contraires aux leurs.

C'est à tous ceux qui se prétendent avancés que nous faisons appel, nous leur rappellerons que la patrie n'appartient qu'aux capitalistes et qu'elle représente le bozar le plus dangereux pour le maintien de la paix.

## Alerte aux chômeurs

Tout futur chômeur ou chômeuse ayant travaillé, sans arrêt pendant six mois, perd automatiquement sept jours d'allocation de chômage.

Camarades chômeurs, le faubourg est toujours libre, de la Bastille à la Nation ; si ce parageurs ne vous convient plus, j'en ai un autre à vous proposer : Nation, Abattoirs de la Villette, ou de Vaugirard ; plus de « Marseillaise » et plus d'« Internationale », mais le cri de la brebis : bé... bé... Vous serez dans votre rôle, et peut-être le Front populaire dégradera-t-il se pencher sur votre sort. — A. Vallet, ex-coco, de la cellule 1.143.

## PARIS-XX

Le sous-groupe du XX<sup>e</sup> fait savoir qu'une causerie aura lieu, le mercredi 9 mars, 28, rue d'Arnon, Brasserie des Nations, sur ce sujet : La guerre est à nos portes. Présence assurée de deux camarades de l'U. A. Nous demandons à tous les copains d'être présents.

## CARRIÈRES-SUR-SEINE

Vendredi 11 mars 1938, à 20 h. 30, réunion au Café du Moulin.

La fête du 20 février a réussi pleinement, au contentement général. Les lots de la tombola sont à la disposition des gagnants, au Café de la Marie. Liste des numéros gagnants :

130 131 166 235 249 274 284 390  
445 471 517 549 559 655 656 778  
808 837 1.050 1.071 1.074 1.104 1.161 1.172  
1.230 1.257 1.272

## CHAMPIGNY

Le Comité de propagande et d'action syndicale organisait, le samedi 19 février, une réunion intercommunale, sur près de 3.000 syndiqués de la localité, une soixantaine ont répondu à l'appel. Loin de nous réjouir de ce résultat, nous voulons rechercher les causes et, ainsi, aider les copains syndicalistes qui se dépensent énormément, j'en tends par là les copains de la base.

D'abord, nous pensons que ce ne sont pas trois assemblées par an qui peuvent faire une agitation sérieuse ; si c'est pour si peu de réunions, il est inutile d'avoir une aussi grande salle, et si chère ! D'autre part, il faudrait qu'une fois par mois les ouvriers de Champigny, sans distinction de corporation, en laissant à la porte leur esprit de parti, puissent venir discuter de toutes les questions les intéressant et apporter leurs suggestions. Pour cela, pas besoin de fonctionnaires syndicaux ; les ouvriers feraient leur éducation eux-mêmes. Les libertaires sont animés de ce grand esprit d'union, mais ils se refusent à tendre la main à ceux qui, de tout temps, furent des traités. — Le Groupe, 200, rue de la République, Paris.

## COLOMBES

Liste des lots non réclamés de la tombola tirée au cours de la soirée artistique suivie de bal que nous avions organisée samedi dernier, salle du Cadran : 1.310, 1.607, 1.633, 1.681, 645, 271, 807, 046, 189.

Les camarades possédant ces billets gagnants peuvent retirer leurs lots les samedis, à la permanence du Groupe, 5, villa Kreissner, rue de la Reine Henriette, ou s'adresser aux vendeurs du « Lib », le dimanche matin, au marché.

## ERMONT

Pour avoir organisé une conférence antireligieuse le 22-1-38, le groupe s'est trouvé en butte à des attaques violentes de la « Tribune populaire » et de la « Liberté », numéro du 2-2-38. D'abord un mensonge qui n'aurait trompé personne, car les affiches étaient assez grandes ; le sujet traité par Sébastien Faure était « L'Eglise a menti » et n'avait donc pas de rapport avec l'existence ou la non-existence de Dieu ; le nom de l'orateur était égaré, car il n'y avait pas fait mention par les Dapnistes à tout crin.

Le reproche de division qui paraît nous être adressé ne peut nous atteindre et nous ne le relevons même pas pour le retourner à ceux qui, pendant 15 ans, ont semé tant de division dans la classe ouvrière. N'acceptant de la part de personnes, nous entendons mener l'agitation révolutionnaire, nous ne pouvons que débiter, le domaine religieux, car la réséda l'origine des maux dont souffre l'humanité, et que ceux dont le P.C.F. recherche l'amitié songent à maintenir coûte que coûte.

Profitez de l'occasion que nous offre cette attaque, pour montrer la dualité de l'Internationale communiste : pendant que les communistes français commandent tout, au moins approuvés par Moscou tendent la main aux réactionnaires de toujours, nous apprenons que Moscou est en train de reprendre la lutte antireligieuse, non seulement contre les catholiques, mais contre tous les cultes existant en U.R.S.S. D'après les « Izvestia » du 23-1-37 et la « Pravda » du 5-2-38, une exposition permanente antireligieuse vient de s'ouvrir à Léningrad, et l'on achève à Moscou la construction d'un musée central antireligieux. Naturellement, l'édition française de la « Pravda » ne souffre mot d'une telle agitation.

Un bon conseil de jeter le discrédit sur une action que vous reniez, redressez donc le courant révolutionnaire dont vous vous réclamez ! Il n'y a pas bien longtemps ; les méthodes de Basile et de Tartuffe ne conviennent pas aux vrais révolutionnaires. — Le Groupe.

## FONTENAY-SOUS-BOIS

Le groupe de Montreuil organisait une réunion, jeudi 24, salle Rouquette, à Fontenay, avec concours de Gourdin et Coudry. C'est devant environ 70 auditeurs que cette belle conférence « Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques » s'est déroulée. Il n'y eut pas de contradicteur.

Nous prévoyons une autre réunion pour avril, où nous inviterons les travailleurs à suivre nos conférences éducatives. — Le Groupe de Montreuil.

## L'HAY-LES-ROSES

Groupe local de Propagande et d'Action syndicales.

MISE EN GARDE contre le dénommé Baldevy (Camille), profession : terrassier, qui sous aucun prétexte ne pourra se réclamer de l'organisation « du Comité local » à partir de ce jour 21 février 1938. Nous en reparlerons.

Les membres du Comité local de l'Hay-les-Roses.

Le gérant : ROGER COUDRY.

## MONTREUIL

## Faisons le point

Que de chemin parcouru par notre groupe, depuis janvier 37 : de nombreux copains sont venus vers nous. Cependant, nous pensons que tous les anarchistes, tous les convaincus n'ont pas encore répondu à notre appel, nous les attendons dans les réunions prochaines.

Notre travail ? Nous avons réorganisé la bibliothèque, formé une librairie comprenant plus de cinquante titres de brochures, organisé un Comité de presse qui diffuse chaque semaine, à la criée, plus de 80 numéros du « Libertaire ». Des conférences éducatives sont organisées chaque mois ; la prochaine, le 3 mars, a pour sujet la « question sexuelle » ; d'autres suivront, sur l'Anarchisme, le Syndicalisme, etc., par des camarades du groupe et de l'U.A. Prochainement, un cours d'espéranto sera organisé ; une causerie par le camarade Dumont, sur la langue internationale, aura lieu le 17 mars et ouvrira les cours.

Aussi, compagnons, venez nombreux au groupe ; votre présence nous est indispensable ; 200 « Libertaire » se vendent à Montreuil et Fontenay chaque semaine, il faut que les 200 lecteurs viennent nous voir, il faut que nous soyons au moins 100 adhérents au groupe régional. Camarade, puisque le « Libertaire » t'intéresse, la propagande anarchiste te plaît, ne reste pas un éternel sympathisant, viens au groupe travailler dans la mesure de tes connaissances et de tes forces. — P. le Groupe : Hans.

## RUEIL-MALMAISON

Sous le titre « Groupement des Résistants à la guerre de Rueil-Malmaison », un groupe pacifiste vient de se constituer qui fait appel à tous les pacifistes de la région pour mener une action vigoureuse contre la guerre.

Pour tous renseignements, écrire à P. Hallard, 5, rue Marollet, Rueil-Malmaison (S.-et-O.).

## SAINT-OUEN

Nous organisons le samedi 26, une conférence sur le sujet suivant : Pourquoi nous ne tendons pas la main aux catholiques, dans notre localité ; malgré un lacérage d'affiches, nous pouvons envisager notre réunion avec sérénité, l'importance du sujet traité, la libre contradiction dans nos réunions, ayant favorablement agité sur l'esprit de nombreux « copains » de notre localité.

Mais tout à coup, au nom sans doute du pain, de la paix, de la liberté, slogan magnifique du frein populaire, notre conférence fut interdite purement et simplement.

Pourtant, malgré le refus et malgré les flics, nous avons tiré et distribué des tracts annonçant l'interdiction (oh ! évidemment pas en brailant : « la police a refusé »), puis nous avons organisé quand même dans un café notre conférence où les exposés des orateurs de l'U.A. furent suivis avec beaucoup d'attention par de nombreux camarades.

Une collecte effectuée à la fin de la réunion sera versée à la S.I.A. pour nos camarades espagnols.

En pensant à ceux-ci je ne puis m'empêcher d'effectuer un parallèle entre eux et les auditeurs conviés au meeting de la Mutualité, le vendredi 25 : ceux-ci venus par milliers, se trouvant devant une centaine d'agents, s'en retournèrent tranquillement.

Je vénère les révolutionnaires espagnols et les plaines les copains révolutionnaires du Comité Thaelmann. — André Touron.

## VOIX DE PROVINCE

## ANTIBES

De mal en pis !

Quelle surprise et quel dégoût nous avons pu éprouver à la soirée de l'Amitié franco-libertaire ! En plein régime de front populaire, vendredi dernier, nos pauvres encasernés ont été obligés de nous briser les oreilles avec une « Giovinezza » bien « tassée ». Que le commandant de chasseurs soit fasciste, passe encore, mais qu'il n'y ait pas d'ordre donné par le préposé au crime collectif, Daladier, contre de tels agissements, cela dépasse les bornes. On est passé le célèbre souffle républicain dont on a tant parlé ? Ne servirait-il qu'à s'égarer dans les trombones officiels qui accompagnent les tristes mascarades. Après l'union sacrée, scellée avec nos voisins totalitaires ? Il est vrai qu'avec toutes ces politiques de mains tendues... Il est à signaler que seuls quelques jeunes, n'appartenant d'ailleurs à aucun parti, mais ayant le sens des réalités, ont protesté, de façon assez énergique pour ne pas permettre à nos collègues de goûter dans le calme leur plat favori.

## AIMARGUES

Conférence de Lapeyre sur l'Espagne

C'est mardi 22 février que le camarade Lapeyre Aristide vint faire une conférence, d'où il sortit avec clarté toute la documentation nécessaire sur les événements qui se déroulent au delà des Pyrénées.

Après avoir parlé des grandes difficultés que le peuple espagnol dut supporter, Lapeyre rappela les débuts de la guerre civile. Les généraux travaillaient dans l'ombre ; un jour, ils déclenchèrent le pronouciement. Heureusement qu'une force veillait, et cette force c'était la C.N.T. et la F.A.I., qui mirent sur pied immédiatement un effectif considérable. Il fallait aussi penser à la vie économique du pays, et cela fut accompli, d'une façon merveilleuse, par la C.N.T. et la F.A.I.

Il faut redoubler nos efforts, camarades antiscistes, dit Lapeyre. Exigeons l'ouverture intégrale de la frontière pour apporter des armes et des vivres à ceux qui ne combattent pas que pour eux, mais combattent pour tous.

## BREST

Le vendredi 11 mars, 20 h. 30, causerie par un camarade sur le Livre de Kéber Legay.

Tous les camarades et sympathisants sont priés d'assister à cette soirée intéressante.

## FRONCELES

Quelle salade !

Pour dire vrai, c'est une véritable salade russe ; nous apprenons que le chef général, régional du P. C., le R. P. Campion demande son adhésion à la Libre Pensée de Chaumont. Pour nous, à Fronces, c'est une surprise ! lui qui prêchait la main tendue à la curatelle et à tout quant, qui saurait à tout de bras, les cellulards qui entendaient ne pas le suivre dans son acrobatique plongeon dans le bétail !

Le R. P. Campion ainsi qu'en témoigne une lettre en notre possession, cherchait à détruire le syndicat 100 0/0 des Forges de Fronces, pour le soviétiser, ou le coloniser.

En voilà assez ; toutes ces petites salades se déroulent contre les politiciens communistes : les travailleurs conscients les laissent tomber. Ce n'est pas dans ce coin de notre pays qui a vu naître Diderot et Louise Michel, et dans un petit centre révolutionnaire, tel que Fronces, qu'ils feront admettre leurs déculottages. — Pour le Groupe : François.

## LANGUEDOC

Congrès de la Fédération du Languedoc

Repondant à l'appel du groupe « Elisee-Relius » de Narbonne, de nombreux groupes s'étaient fait représenter au Congrès constitutif de la Fédération du Languedoc, tenu à Montpellier le 27 février dernier. Disons tout de suite que ce fut une très belle réunion, et qu'à aucun moment la discussion ne fit apparaître de divergences profondes entre les délégués.

Après avoir entendu les camarades organisateurs sur la nécessité de coordonner les efforts de tous les groupes au sein d'une Fédération régionale, tous furent unanimes pour reconnaître la nécessité de constituer la Fédération. Le principe admis, la discussion s'engagea sur la forme organisée à lui donner. La majorité des groupes se prononça pour l'adhésion à l'U. A. ; toutefois, il fut admis que les groupes désirant garder leur autonomie vis-à-vis de cette dernière organisation trouvaient également leur place dans la Fédération, à condition qu'ils n'auront, ni leur activité ne les dessentent contre l'U. A.

Le siège de la Fédération fut fixé à Montpellier et le groupe de cette ville fut chargé de désigner dans son sein les trois membres du Bureau fédéral. Une Commission exécutive fut également nommée, composée de sept délégués désignés par les groupes d'Almargues, de Sète, de Béziers, d'Alès, Narbonne et Nîmes. Cette Commission se réunira tous les mois, et en cas d'urgence, sur convocation du Bureau fédéral. Un bulletin mensuel intérieur sera également édité. La question de la propagande fut envisagée sérieusement ; divers projets furent proposés. Sur suite du temps limité, la C.E. fut chargée de les étudier.

Un rapport, présenté par les camarades de Perpignan, sur l'aide à nos camarades espagnols, fut également adopté et le Congrès fut unanime pour donner tout son appui à la S. I. A.

En résumé, un excellent Congrès, dont les résultats font bien augurer pour le développement de notre mouvement dans toute la région.

NOTA. — Tout ce qui concerne la Fédération doit être adressé à Louman, 23, rue de la Valère, à Montpellier (Hérault).

## LYON J.A.C.

Après la dernière réunion publique avec Cesbron et Lavorel, désireux de continuer une aussi féconde tournée, nous invitions tous les jeunes libertaires à nos assemblées de groupe, le vendredi, à 19 h. 30.

MARSEILLE-GERMINAL

Continuant sa série de conférences éducatives, le groupe organisait le samedi 12 mars, à 16 h., au siège, une conférence avec le concours de notre ami Albert Jeuger sur le sujet suivant :

Nous ennemis... les Préjugés

La série de conférences se continuera avec le concours de Théodore-Jean, Roger Babois, A. Pascal, etc.

Tous nos amis et sympathisants y sont fraternellement invités ; la contradiction y sera sollicitée.

VILLEURBANNE J.A.C.

Vendredi 4 mars 1938, à 20 h. 30, Café Léon, place Grandclément, Grande réunion publique. Ce que veulent les Anarchistes ? 1° Orateurs : Cesbron et Lavorel.

du « Libertaire », dans le même style de lettres.

Ce sont d'excellents moyens de propagande !

Les papillons sont en vente au Libertaire au prix de :

100 ..... 3 fr. franco  
500 ..... 14 fr. —  
1.000 ..... 25 fr. —

Envoi recommandé en plus : 0 fr. 80.

Les affiches :

10 affiches ..... 3 fr. » franco  
25 ..... 7 fr. » —  
50 ..... 14 fr. » —  
100 ..... 25 fr. 50 —

Envoi recommandé en plus : 0 fr. 80.

AIMARGUES. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser : Pinaud René, chemin de Marsal, 10, à Aimargues.

ALENÇON. — Tous les premiers et troisièmes dimanches de chaque mois, Kéber Duval, 109, rue des Trions.

ALÈS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 41, rue Fabre.

AGEN. — S'adresser à Durat, rue Grenouille.

ALGER. — Tous les lundis soir, de 18 à 20 heures, au local du Cercle d'Education Sociale, 6, rue Lacanau.

AMIENS. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de l'Union Coopérative, 32, rue de Beauvais. Le « Lib » est en vente chez Grevin, 3, rue Vasconan.

ANGERS. — S'adresser à Tavernier, 1, rue du Cardinal-de-Brogny.

ARLES. — On trouve le « Libertaire » chez Desbats, boulevard des Lices.

AVIGNON. — On trouve le « Libertaire » à la Librairie Populaire, bd Saint-Roch, Librairie Callois, rue Bonnetier, kiosque Poste St-Lazare.

## LA VIE DE L'U. A.

## UNION ANARCHISTE — FEDERATION PARISIENNE

## ASSEMBLÉE D'INFORMATION

## L'ACTION DE L'ORGANISATION

## DEVANT LA GUERRE QUI VIENT

le samedi 12 mars, à 20 h. 30 très précises

salle des Jeunesses Républicaines, 10, r. Dupetit-Thouars (Mét. Temple)

Réservée aux adhérents de l'U.A.

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 1<sup>er</sup> étage, 44, rue des Archives.

V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 45, rue Mouffetard, à l'Eglantine.

IX<sup>e</sup> Arr. — Tous les mercredis au Cadet, rue Cadet.

X<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> Arr. — Tous les premiers jeudis du mois, 6, rue St-Bernard, les autres jeudis au local.

XIII<sup>e</sup> Arr. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 33, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

XIV<sup>e</sup> Arr. — Tous les vendredis, 117, rue Saint-Charles, Maison Orcl.

XV<sup>e</sup> Arr. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, salle des Batignolles, 14.

XVI<sup>e</sup> Arr. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, salle des Batignolles, 14.

XVII<sup>e</sup> Arr. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, rue des Batignolles, 14.

XVIII<sup>e</sup> Arr. — Tous les mardis, à 21 heures, salle Quenelle, 70, rue de Flandre.

XX<sup>e</sup> Arr. — Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant, 1<sup>er</sup> étage.

ANTONY. — Tous les 1<sup>er</sup> jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, chez Camille, av. d'Orléans. Présence obligatoire ; organisation de deux conférences en accord avec le groupe du 14<sup>e</sup> arr.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, à 20 h. 30, chez Curville, 50, av. des Moulineaux, à Billancourt.

LA DIOTAT. — Le « Libertaire » est en vente chez le camarade Baffon, 1, rue Delacour.

LE HAVRE. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser à Leconte, coiffeur, rue Fontenay.

LE MANS. — Le « Libertaire » est en vente à la Civette, place de la République et chez Bodras, Tabac, place d'Arcole.

FEDERATION LYONNAISE. — Le C. I. se réunit les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, sur convocation du secrétaire. Pour tout ce qui concerne la Fédération, s'adresser à Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons, à Lyon.

LYON-VILLE. — Tous les vendredis, à 19 h. 212, rue de Créqui.

VILLEURBANNE. — Tous les dimanches une permanence fonctionne de 10 h. à 12 h., 64 et 66, rue de 4-801.

MARSEILLE-LES CAMOINS. — Tous les lundis à 6 h. 30, Bar Terminus, Les Camoins.

MONTPELLIER. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion au siège, bd Bonne-Nouvelle.

NANCY. — Tous les 1<sup>er</sup> mercredis du mois, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 3, rue Drouin.

NANTES. — Tous les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, 33, rue Jean-Jaures, à 20 h. 30.

NARBONNE (Elisee Relius). — Tous les vendredis au local habituel.

NIMES. — On trouve la presse anarchiste au Tabac, 26, bd Gambetta, en face les Casernes.

ORLÈANS. — Toutes les semaines au lieu habituel. Correspondance à Collin, 30, rue Château-Gallier.

OURANS. — Tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

PERTHUIS (Vaulou). — Le « Libertaire » est en vente chez le camarade Chanevins, café des Négociants.

ROMANS. — Tous les mardis, à 20 h. 30, au siège, 27, rue de l'Armillerie. Permanence tous les samedis, de 5 h. à 7 ; tous les dimanches, de 10 h. à 12 h. au siège.

ROANNE ET ENVIRONS. — S'adresser à Linthe Louis, cité Bréchant, Pouilly-sur-Loire (Loire).

ROUEN. — Pour le groupe, s'adresser à Thébaud, 21, rue Eugène, Rouen.

SAINT-CHAMOND. — Le « Libertaire » est en vente au Bureau de tabac Massotier, place de la Liberté.



## La retraite pour les vieux ?

## La première qui s'impose est celle des sénateurs

# La dictature des vieux

Les vieux se vengent. Ils ne peuvent pardonner à la classe ouvrière les heures de frousse intense qu'ils ont vécues en juin 1936. Ils ne peuvent oublier qu'ils ont voté des lois sociales — non parce qu'elles représentaient un effort vers le mieux — mais parce qu'ils craignaient pour leurs « postères ». Ils ont maché et remâché leur rancœur, se promettant bien d'avoir « leur revanche » à la première occasion favorable. Et ils croient le moment venu. Leur arrogance présente n'a d'égal que la lâcheté et la servilité dont ils ont fait preuve devant le prolétariat, quand celui-ci, dans un élan puissant, bousculait tout ce qui était lois, préjugés, coutumes.

Ils ont eu peur, les vieux. Et c'est pourquoi — entre deux stations dans d'hospitalières maisons où d'expertes « massesses » s'essaient à revigorer leurs ardeurs éteintes — ils viennent, avec ce qui leur reste de dents, mordre sur le statut moderne du travail.

Faut-il qu'ils aient tremblé, les vieux ! Et faut-il qu'ils tremblent encore pour croire que ce qu'ils font peut gêner la classe ouvrière ! Ils croient faire une bonne farce en enlevant au statut du travail tout ce qui aurait pu lui donner un « semblant » de caractère social !

Vous avez raison, les vieux. Allez-y, mordez. Ecrivez-vous des chichos et des râteliers. N'acceptez pas d'échelle mobile, même tronquée. N'admettez même pas l'ombre d'un contrôle ouvrier. Restreignez les attributions des délégués. Opposez-vous à tout contrôle de l'embauche et du débouchage. Défendez l'autorité patronale. C'est pour ça que le patronat vous paie. Il vous paie bien. Obéissez.

Pour une fois, nous allons être d'accord avec vous.

Nous commençons à être inquiets. Il nous semblait que les dirigeants de la classe ouvrière ne s'élevaient pas avec assez de vigueur contre ce soi-disant statut moderne, qui nous paraissait surtout consacrer l'asservissement de la classe ouvrière.

Il nous était même arrivé, en discutant entre nous de conventions collectives nationales et du statut du travail d'entendre des camarades nous dire : « Aucune différence entre des conventions qui seront légalisées et un statut qui sera légalisé. »

Ce n'est cependant pas la même chose. Quand le parlement légalise une convention collective, il ne fait qu'enregistrer le résultat d'une lutte qui a opposé patronat et classe ouvrière. Quand il prétend codifier un statut du travail, son but est avant tout d'empêcher la classe ouvrière de lutter contre le patronat.

La convention collective, c'est le résultat de la lutte des classes ; le statut du travail aboutit à la collaboration des classes.

Or tout cela allait peut-être être oublié, s'il n'y avait pas eu les vieux. Ces braves vieux, sennés, bavants, égarés, jouant au cerceau et à la trottinette pendant les entr'actes du guignol luxembourgeois ; ces braves vieux qui (c'est notre faute) ont évité la caponnière ; qui, devenant plus vieux, deviennent plus bêtes (et même plus bêtes que ça encore, si l'on en croit la chanson) ces bons vieux donc, ont remis tout en question.

Ils ont « torpillé » le projet mirobolant de statut moderne du travail.

Primitivement, tel que l'avait conçu la C.G.T. Il aurait peut-être été possible de le faire « avaler » par les masses. Maintenant, tel qu'il va sortir des délibérations parlementaires (et les projets qui se discutent actuellement nous donnent un avant-goût de ce qu'il sera) il sera impossible à n'importe quel dirigeant syndical, fédéral ou confédéral de venir en proposer l'adoption devant une assemblée ouvrière. Le syndicalisme va donc reprendre sa liberté d'action. Il va se dégager de l'Union Nationale. Il ne veut tout de même pas que ce soit M. Daladier qui soit chargé d'organiser les lois de la classe ouvrière. Il ne veut tout de même pas que, sous prétexte d'union sacrée, les mouvements revendicatifs soient torpillés les uns après les autres. Il y a eu Goodrich. Il y a eu l'Alimentation. Il y a eu les Transports. C'est assez. C'est trop. Déjà les résistances se font jour. Ce sont les mineurs du Nord qui se mettent en grève contre les heures supplémentaires, malgré l'avis de leurs délégués. C'est le Comité Central des Métaux qui est opposé au statut. C'est le bureau syndical des Métaux de la Seine qui donne jusqu'au 10 mars — dernier délai — pour l'élaboration de sa convention.

La classe ouvrière va — enfin — reprendre sa liberté d'action. S'il n'est que temps, il n'est encore pas trop tard.

C'est aux vieux, et à leurs velléités de dictature, que nous le devons.

Merci les vieux.

CAM.

## Syndicalisme et nationalisations

Une singulière contradiction caractérise la société capitaliste d'après-guerre : la ruine de l'idéal révolutionnaire du prolétariat, l'incroyable régression de la conscience de classe, et le retour aux utopies les plus déconsidérées, d'une part ; et, d'autre part, la nécessité, chaque jour plus impérieuse, d'une révolution qui se propose d'harmoniser les institutions sociales et juridiques avec les conditions nouvelles de la production. A l'exception d'une minorité oligarchique, toutes les classes de la société sont pénétrées à des degrés divers, de la nécessité de cette révolution. Or, par son impuissance à imposer ses propres solutions, le prolétariat jouera inévitablement le rôle de dupe dans cette révolution sans révolutionnaires ; et il adopte avec émerveillement des solutions qui eussent fait sourire les militants syndicalistes d'il y a seulement trente ans. L'une de ces panacées, et la plus populaire, est la nationalisation des industries.

Nous avons moins l'intention, ici, d'en démontrer le mécanisme que d'en examiner le contenu social et politique en s'en référant à l'expérience, et d'en tirer des déductions du point de vue de la révolution prolétarienne. Et, tout d'abord, comment le syndicalisme français a-t-il pu en arriver à une conception aussi violemment contraire à toutes ses traditions ?

Pendant la révolution de 89, le prolétariat de l'industrie ne constituait qu'un sous-groupe mineur au sein du tiers état, et son activité politique était nulle. Mais lorsque, beaucoup plus tard, le caractère de plus en plus féroce de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des différenciations de classes firent apparaître la sanglante duperie des « Droits de l'Homme », les prolétaires, impatientes de secouer le joug des nouveaux féodaux, et malgré la loi Le Chapelier sur les coalitions, rompirent les liens qui les rattachaient au tiers, et formèrent les premières sociétés de résistance. Inévitablement, et par sa position au tiers état autoritaire et centralisé, ce mouvement prit un cours fédéraliste et libertaire, et s'organisa en marge de la démocratie bourgeoise. Contre le tiers état, la classe ouvrière s'organisait en Quatrième Etat, et Proudhon allait être le théoricien de cet événement capital, dont le Manifeste des Soixante et la Charte d'Amiens sont les deux étapes fondamentales.

La bourgeoisie n'a jamais digéré cette scission, et ses politiciens déployèrent depuis la naissance du mouvement ouvrier, des efforts prodigieux et tenaces pour influencer la classe ouvrière, en embourgeoisant ses chefs et en les corrompant grâce au socialisme parlementaire et municipal. Durant des années, la C.G.T. tenta de maintenir le fossé entre bourgeoisie et prolétariat. Mais sa défaillance de 1914 devait porter un coup mortel à la conscience de classe des prolétaires. L'exaspération nationaliste consécutive à la guerre amena les peuples à se repailler sur eux-mêmes. Les ouvriers, désarmés par les trahisons des chefs, perdirent toute confiance en leurs destinées ; partout le démocratisme poursuivit son œuvre destructive, et chaque prolétaire se soumettait à la politique de sa bourgeoisie nationale. Cent ans de lutte étaient effacés.

Les enseignements y abondent, qui permettent de jeter un peu de lumière dans le labyrinthe contemporain. L'histoire romaine, entre autres, nous offre l'exemple d'un prolétariat qui ne sut pas s'élever au-dessus de la conception vulgaire d'une révolution politique. Les chefs qui se donnèrent à la dictature, à l'Empire, le monde méditerranéen fut condamné à peiner pour entretenir la plèbe romaine, pourvoyeuse des légions, dans les jeux et la paresse. Il en résulta le moyen âge et le recul de la civilisation pour dix siècles.

Les prolétaires de nos modernes industries, imbus de dictature du prolétariat, envient-ils de devenir une espèce d'aristocratie

ouvrière, fonctionnarisée et étatisée, de se servir de leur prépondérance économique pour asservir les populations et les obliger à peiner elles aussi pour entretenir une nouvelle caste de bureaucrates, fonctionnaires, techniciens et autres stakhanovistes ? Ce serait donc qu'à la fameuse dictature du prolétariat ?

Nous croyons, plus que jamais, que c'est au contraire en luttant sans trêve contre la bourgeoisie et toutes ses institutions : Etat, Eglise, et surtout Démocratie, que le prolétariat se libérera en libérant le monde avec lui. La dangereuse utopie de la nationalisation est incapable de justifier les espoirs mis en elle par les dirigeants de la C. G. T. Il faut, sans retard, revenir aux principes de la Charte d'Amiens. — Guennec.

### MORALITÉ D'UNE ÉLECTION

## Réveil syndicaliste incontestable

Au Syndicat des Cimentiers des élections venaient d'avoir lieu pour remplacer la direction syndicale. Deux tendances s'affirmaient : celle des colonisateurs communistes, agrippés après leurs places de révolutionnaires appointés et bien décidés à y rester, et celle des camarades antifonctionnaristes, partisans de l'indépendance syndicale à l'égard de tous partis politiques et gouvernements.

Une campagne de calomnies fut déchaînée dans les chantiers, et surtout dans les sections locales de la banlieue et de Seine-et-Oise, contre les camarades syndicalistes, accusés par les uns d'être les agents du fascisme, par les autres d'être des provocateurs ou des agents du patronat. Dans certains cas, le délégué, en distribuant les bulletins de vote, se contentait de demander aux ouvriers de rayer le signataire de ces lignes, particulièrement visés. Dans maintes sections locales, et même au bureau de chômage, rue des Barres, une liste type était épinglée sur la table de vote, quand elle n'était pas distribuée toute prête, et les camarades qui voletaient étaient invités à copier cette liste, qui était censée être celle des meilleurs. Nous étions, en ces moments, assez loin des principes formulés lors de la reconstitution de l'Unité, qui devait amener la solidarité, l'amitié et la fraternité au sein des Syndicats et des chantiers, malgré les divergences d'idées.

Compte tenu de toutes ces manœuvres et salades, et d'autres que nous pouvons soupçonner, nous assistons à un magnifique réveil d'indépendance et d'esprit critique dans notre Syndicat. Le vote de Paris nous donne la majorité : 2.000 voix de moyenne, contre 1.450 aux colonisateurs ; par contre, la banlieue, Seine-et-Oise, nous infirmes nettement. Le contraire eût été surprenant ; il n'en reste pas moins que, sur 10.816 votants, 4.150 voix se sont portées sur les plus combattifs et les plus sains des candidats syndicalistes. Le Syndicat ayant plus de 27.000 cartes délivrées en 37, on conviendra que les élus n'ont pas à être fiers de leurs succès, et le titre de « mal élus », qui leur fut griffé à la dernière assemblée générale, est très bien placé. A présent, il nous reste à continuer d'œuvrer dans les chantiers, dans les sections locales et au Syndicat même pour, à l'avenir, nous n'assissions plus à pareille dégradation de l'esprit syndical. Le Syndicat, comme le chantier, est le lieu où tous doivent se serrer les coudes, s'entraider, et non se déchirer. Les dernières élections prouvent que nos camarades cimentiers savent discerner la vérité et la propriété où elles se trouvent. Que les camarades actifs qui veulent œuvrer pour un syndicalisme sain et fraternel viennent rejoindre notre groupe syndicaliste lutte de classe. — A. Pinçon.



### DANS LES METAUX

Vers l'augmentation du timbre ?

Dans le « Métallo » de février, sous le titre « Encore plus d'avantages à nos adhérents », Castagnier, trésorier du syndicat, pose la question avec tout le doigté nécessaire.

Cependant, il y a encore dans notre syndicat quelques camarades qui prennent les statuts au sérieux, et c'est pourquoi nous affirmons que le Conseil central n'était pas qualifié pour prendre position sur une question qui ne peut être tranchée que par un congrès ; l'article 9 des statuts est formel.

La cotisation ne pourra être augmentée que par une décision de congrès.

D'autre part, rappelons qu'au dernier congrès des 3 et 4 juillet 1937, certaines sections ayant posé la question, il fut répondu (par Castagnier) que l'augmentation du timbre ne se posait pas actuellement, que d'ailleurs ce n'était pas à l'ordre du jour, que le syndicat s'arrangerait avec la cotisation actuelle et que si l'augmentation s'avérait nécessaire, la question serait tranchée au prochain congrès.

Nous sommes prêts à fournir l'effort financier nécessaire, et si la situation du syndicat ne peut attendre la tenue normale du congrès, il faut convoquer un congrès extraordinaire, lequel devra être précédé d'une large discussion dans les sections d'usines. Comme base de discussion : un rapport détaillé sur les dépenses propres du syndicat d'une part et les dépenses nécessaires à la vie des « œuvres sociales » d'autre part.

C'est non pas pour démontrer qu'il est plus facile d'acheter des châteaux pour une bouchée de pain que d'en payer les impositions et frais multiples d'entretien, mais simplement parce que les chiffres parus dans le « Métallo » de janvier et février n'ont pas comme valeur que leur insuffisance. — Pour un groupe de métaux : MERLO.

### DANS L'ALIMENTATION LILLOISE

Un ordre du jour pour l'indépendance de la C. G. T. et contre le statut du travail.

« Les conseils syndicaux des syndicats des ouvriers cuisiniers du Nord, des employés de l'industrie hôtelière, cafés, restaurant de Lille, réunis en commun le 22 février 1938, sous la présidence du camarade Minin, afin d'étudier la situation faite aux travailleurs de l'industrie hôtelière et à la classe ouvrière en général.

« Constatent que l'attitude de compromis menée par la direction confédérale aboutit à la perte des avantages acquis en juin 1936, tandis que le patronat mène la bataille sur tous les terrains.

« Protestent contre la position du bureau confédéral à l'égard du statut moderne du travail, tentative d'intégration du syndicalisme dans l'Etat et recherche d'une paix sociale irréalisable dans le régime capitaliste.

« Soulignent que le projet inscrit dans le statut moderne concernant le placement, aboutit à détruire l'œuvre menée depuis cinquante ans par la Fédération de l'Alimentation.

« Regrettent l'abandon par la C. G. T. de son propre plan à l'époque où des forces syndicales en permettent la réalisation.

« Demandent que la direction confédérale considère davantage l'opinion des organisations de base (syndicats) avant celle des personnalités politiques du Front populaire, que d'autre part elle soit davantage respectueuse de ses propres statuts, notamment concernant son indépendance à l'égard des gouvernements et des partis.

### CHEZ LES PEINTRES

Le Conseil syndical de la corporation a été unanime pour stigmatiser les demandes d'exclusion formulées par certains camarades des sections, contre le signataire de ces lignes, membre du conseil.

Ces camarades dont l'éducation syndicale a été plus ou moins négligée, aveuglés par leur sectarisme politique et mus par un esprit étroit et intolérant, ne se doutent pas des germes de division qu'ils introduisent au sein de la

corporation et de ce fait, inconsciemment, faussent le jeu du patronat.

Estimant que l'on a besoin actuellement de plus d'unité que jamais pour lutter contre les conséquences funestes du statut moderne du travail, le Conseil syndical à l'unanimité a adopté la résolution suivante :

« Le Conseil ayant pris connaissance des rumeurs de plusieurs sections au sujet d'un article de Latour sur le « Libéraire » du 3 février 1938, après avoir entendu les explications de Latour, rejette la demande d'exclusion et passe à l'ordre du jour.

L'incident étant clos, il a bien été entendu qu'on ne le ressortirait pas à l'occasion de la prochaine assemblée générale. — Latour.

### DANS LES USINES NATIONALISEES

Un communiqué du Cartel des Usines d'Armement nationalisées

On nous prie d'insérer : La nationalisation des usines d'armement a posé de nombreux problèmes dont certains ont été négligés par le législateur. Entre autres, la situation des employés, techniciens et agents de maîtrise de ces usines n'a pas encore été réglée.

Depuis 15 mois de gestion, l'administration, à laquelle de nombreuses délégations de collaborateurs sont venues exprimer leurs légitimes inquiétudes, ne doit plus rien ignorer d'une question dont l'importance avait pu lui échapper lors du vote de la loi.

La C. G. T. a donc demandé la formation d'une commission paritaire chargée d'élaborer un projet de statut. Or, à la première réunion de celle-ci, l'Administration a fait des propositions qui, édifiées de près, sont pour elle définitives et qui constituent pour les personnels intéressés une base de discussion inacceptable. En effet, ceux-ci, qui bénéficiaient jusqu'alors du régime des conventions collectives, se voient proposer des traitements réduits dans des proportions allant jusqu'à 35 %, sans d'ailleurs bénéficier du plein des avantages accordés aux fonctionnaires.

Ces salariés qui, avec des traitements normaux, ont permis aux industriels la réalisation des « bénéfices scandaleux » que la nationalisation devait réduire, voire supprimer, n'admettraient pas une réduction de leur pouvoir d'achat au moment où le coût de la vie est en progression constante.

Une délégation de la C. G. T. se rendra incessamment auprès du ministre de la Défense nationale pour lui signaler le danger que présenterait l'application de telles mesures.

Les intéressés espèrent que le Président Daladier examinera leur situation, sinon avec bienveillance, du moins avec équité.

N.D.L.R. — Nous nous permettons de dire aux camarades techniciens qu'ils feront bien de ne pas trop s'illusionner sur l'intervention possible de Daladier ou autres politiciens à l'égard desquels ils font appel. Ces gens-là ne cèdent qu'à la force. Et pour la classe ouvrière, la force c'est l'action directe.

### UNE REUNION EXTRAORDINAIRE DU SYNDICAT DU CHAUFFAGE CENTRAL

La semaine dernière, les camarades du Chauffage recevaient une lettre les conviant à une réunion extraordinaire. Motif : changement important dans la direction syndicale. Les camarades étaient venus nombreux. On leur parla de la guerre et l'on répondit à la question d'un camarade que l'on saurait faire son devoir contre le fascisme, traduire : union sacrée. Un curieux demanda pourquoi on avait dépensé quelques milliers de francs de convocations, et si on allait respecter l'ordre du jour. Silence complet sur toute la ligne, la direction ne voulant pas aller pointer à Lobeau, comme pas mal de copains. On gardait la prébende, 2.300 fr. par mois, si mes renseignements sont exacts, et ce, malgré les cris de : « Démission ! » de la majorité de l'assemblée.

A quand le véritable syndicalisme, révolutionnaire ? Camarades du Chauffage, groupez-vous et envoyez à Moscou nos nacos ! — Gandi.

### CHEZ LES MINEURS DE LA LOIRE

Une réunion des cadres syndicaux

Cette réunion qui eut lieu le 21 février et où étaient convoqués les conseils syndicaux, les délégués mineurs, les délégués des ateliers de surface et les administrateurs des caisses de secours, était d'une importance particulière.

On y discuta au sujet des dérogations demandées : cinq journées à effectuer avant le 30 avril. La première question traitée fut l'affaire Farat. Farat était employé au bureau du contentieux de la Compagnie des Houillères de Saint-Etienne ; il fut renvoyé par cette Compagnie il y a environ deux mois ; motif sérieux, aucun ; seulement il était adhérent au syndicat des employés et techniciens de la C.G.T. Là-dessus sont venus se greffer d'autres cas de moindre importance, toujours à la même Compagnie.

L'affaire était arrivée au surabritaire qui a rendu sa sentence : la Compagnie doit reprendre Farat et faire droit aux desiderata des autres ouvriers.

L'affaire était arrivée au surabritaire qui a rendu sa sentence : la Compagnie doit reprendre Farat et faire droit aux desiderata des autres ouvriers. L'affaire était arrivée au surabritaire qui a rendu sa sentence : la Compagnie doit reprendre Farat et faire droit aux desiderata des autres ouvriers.

Après l'exposé d'Arnaud, qui se prononçait nettement pour la grève, le secrétaire adjoint du syndicat de Saint-Etienne proposa qu'il ne soit pas fixé de date pour la grève, car on allait voter une loi sur l'arbitrage qui obligerait les patrons à appliquer la sentence surabritaire. Il déclara qu'il fallait bien réfléchir avant de lancer 20.000 mineurs dans la grève de la privation de leur salaire, et cela pour un homme. Il lui fut répondu verbalement par Navant, secrétaire de la Bourse de Firminy et par un camarade des techniciens. Le principe de la grève pour le 28 février fut voté à l'unanimité pour le cas où la sentence ne serait pas appliquée à cette date.

Ensuite, deuxième question : les dérogations. Duguet exposa les motifs pour lesquels la Fédération nationale acceptait les mineurs fissent les journées supplémentaires. Sous-production et déficit de la balance commerciale. Navant démontra que des sacrifices étaient demandés aux mineurs en leur faisant beaucoup de promesses jamais tenues.

Il y eut encore plusieurs interventions, toutes contre les dérogations. Le secrétaire du syndicat de Roche-la-Molière demanda que, tout en étant contre les dérogations, on les accepte pour ne pas aller contre la Fédération nationale. Malgré cela, les dérogations furent refusées par les douze syndicats présents, dont trois avec réserves. Les dirigeants de la F.N. étaient désavoués.

Les conclusions à tirer de cette réunion sont que nos nacos n'ont pas réhaussé leur prestige et ensuite qu'un désaveu fut infligé aux dirigeants de la F. N. — J. B.

### AU GROUPE SCOLAIRE DU BOURGET

Dans la nuit du 12 au 13 février, un grand panneau vitré de 8 mètres sur 3 s'est écroulé dans le préau du groupe scolaire du Bourget, heureusement, il n'y eut aucun accident de personne. Mais qu'on songe à ce qui se serait passé si l'accident avait eu lieu de jour, car l'école est ouverte.

Le scellement du panneau de 3 cm seulement était insuffisant. C'est l'œuvre du patronat et de certains ouvriers, qui ne sont pas de très fervents syndicalistes, car le travail noir régnait sur ce chantier. (Serrurier Grégoire, de Bois-Colombes ; Maçonnerie Lahé, Paris-19).

De toutes façons, les contributeurs du Bourget peuvent en prendre avis. — Un groupe d'ouvriers du chantier.

### CHEZ RENAULT

Ces jours derniers, les ouvriers et employés de chez Renault recevaient, à domicile et sous enveloppe, un tract abondamment illustré et soigneusement anonyme contre l'échelle mobile.

Il n'y avait cependant qu'à regarder à l'intérieur de l'enveloppe pour découvrir le numéro de pointage de chaque ouvrier et s'apercevoir ainsi que nous devions cette bienveillante attention à notre excellente direction patronale, soudainement fort préoccupée de la défense des intérêts de son personnel.

Voyez plutôt : ce tract, d'une absurdité sans nom, tend à démontrer, d'un côté, que la cause de la vie chère est due aux « forces occultes », aux « meneurs », qui entretiennent l'agitation ouvrière (présentée, ici, comme une propagande marxiste) et, de l'autre, la revendication de l'échelle mobile présentée comme une course à l'abîme entre la vie chère et les rajustements de salaires, afin de décourager les prétentions ouvrières.

En résumé, cette campagne contre l'échelle mobile, très bien orchestrée et largement arrosée, du Parlement à la propagande publique et à domicile, est la meilleure démonstration que cette nouvelle garantie sur leur pouvoir d'achat qu'exigent les ouvriers gêne considérablement les intérêts patronaux. Raison de plus pour ne pas s'en laisser déjouer, mais, au contraire, en exiger l'application intégrale.

### CHEZ J.-J. CARNAUD

Depuis quelque temps, la Direction a fait la proposition du travail aux pièces à la délégation ouvrière. Celle-ci se fit mandater en réunion générale de l'usine, pour aller au bureau du beau M. Roux et lui proposer le travail au collectif. Il est évident que ce monsieur ne s'est pas laissé intimider par des paroles qui ne sont valablement pas méchantes (sic).

Il répondit simplement à la délégation (les terribles nacos) qu'il était maître chez lui et qu'il n'avait rien à discuter avec eux. Le travail aux pièces, mais individuel, est appliqué dans presque tous les chantiers.